

OVR : 20 ans !

L'anniversaire de la deuxième décennie de collaboration dans le cadre de l'*Opération Villages Roumains* n'est pas passé inaperçu. Cette collaboration s'est concrétisée tant dans le milieu rural roumain que ouest-européen. D'une certaine manière, elle a surtout envisagé l'avenir, non pour moderniser ou « globaliser » les villages ou le monde de la ruralité, mais pour détruire le communisme et promouvoir une solidarité, celle-là même qui a déclenché le mouvement OVR en 1989.

Car c'est bien l'homme que l'on trouve au centre du mouvement OVR en 1989, comme pivot du village et habitant du village roumain de cette époque, à un moment où une violence systématique visait la destruction même des villages.

Maintenant, en 2009, l'homme redevient le centre des préoccupations de chacun. C'est la leçon positive de ce que j'ai appris et nous pouvons la mettre en pratique, même dans les conditions de la crise financière actuelle.

Depuis 1990, le mouvement OVR a connu un succès local ; il a créé et a écrit l'« histoire locale », comme il a cimenté dans

l'esprit de millions de citoyens la signification de ces trois lettres OVR :

- le développement de la démocratie locale comme facteur de promotion du pluralisme et de la subsidiarité décisionnelle ;
- le développement de l'économie rurale locale ;
- la protection et la mise en valeur du patrimoine culturel, de la tradition et de l'authenticité ;
- la coopération intercommunale européenne.

L'enjeu principal, apparu au début de ce 21^e siècle, est de trouver l'équilibre qui nous permet d'harmoniser la liberté des échanges, le respect de la culture et de l'identité de tous. Dans le contexte de la crise financière où s'affrontent les économies mondiales, qui provoque un sentiment d'insécurité, de précarité et de non-droit entre les citoyens, nous devons attirer l'attention des populations les plus fragiles sur cet enjeu, plus que jamais ! Et elles se trouvent généralement dans les milieux ruraux plutôt que dans les villes.

Les valeurs véhiculées par chacun d'entre nous sont porteuses des éléments constitutifs de notre nouvelle économie et de notre nouveau mode de vie.

Maintenant, on commence à penser en termes de « faire » ou d'« être » :

- économie et solidarité,
- économie et culture,
- européanisation et identité,

le tout dans le but de créer un équilibre entre le village et la ville, entre la richesse et la pauvreté.

Tous les peuples européens ont, dans les grandes lignes, une histoire assez semblable avec, néanmoins, des traditions et des coutumes bien différentes... Ils ont encore de nombreuses tâches à faire ensemble et de nombreuses choses à se dire, dans cette recherche du « bien être » et du « bien faire » !

Nous en avons la capacité et je pense que nous pouvons tous contribuer à la réalisation de cette *mission* ! Je crois en la valeur de l'humanité ! Je crois en un mouvement de solidarité (d'action) tel que l'OVR !

Francisc GIURGIU
Président d'OVR-Roumanie
Traduction : Hubert ROSSEL

Sommaire

- Edito

OVR : 20 ans !

- Les 20 ans d'OVR en Suisse

Assemblée générale 2009

- Les 20 ans d'OVR en Suisse

Partenariats des associations hôtes de l'Assemblée générale

- Les 20 ans d'OVR en Suisse

Table ronde – Collaboration Suisse-Roumanie : et maintenant ?

- Nouvelles de la « Maison OVR »

Avancement des travaux et 1^{er} chantier de jeunes à Morăreni

- Roumania

Le raid cycliste de passage à Morăreni

- 20 ans déjà ! – OVR et le monde rural roumain

Quel futur pour OVR ?

Textes : Christiane BÉGUIN, Antoinette DESSEMONNET, Francisc GIURGIU, Rose-Marie KOCH, Hubert ROSSEL, Frédy ZURBUCHEN

Photos : Assoc. Ecublens-Porumbacu de Sus, Christiane BÉGUIN, Rose-Marie KOCH, Hubert ROSSEL

Mise en page : Hubert ROSSEL

Les 20 ans d'OVR en Suisse

Assemblée générale 2009

A l'invitation des Municipalités de Crissier et d'Ecublens, ainsi que des Associations OVR Crissier-Boisoara-Sâmbăta de Sus et Ecublens-Porumbacu de Sus, l'Assemblée générale d'OVR-CH et 20 ans d'OVR s'est déroulée le 2 mai à Crissier, en présence des délégués de 22 associations membres, entourés de nombreux amis et invités.

Après les salutations d'usage, Mme *Antoinette Dessemontet*, Présidente, Crissier, et M. *Frédy Zurbuchen*, Président, Ecublens, présentèrent les activités de leurs partenariats locaux respectifs.

Pour conclure la partie statutaire, M. *Francisc Giurgiu*, Président d'OVR-RO, informa l'Assemblée de l'évolution de la société civile en Roumanie et des projets de l'Association pour développer ses activités et l'ouvrir à d'autres organisations roumaines poursuivant un but similaire.

M. *Mihnea Berindei*, Paris, membre fondateur d'OVR, qui a eu accès aux archives roumaines, rapporta ce qu'il y avait trouvé sur la destruction programmée de villages et la création du mouvement «Opération Villages Roumains».

Très attendue, la vidéo souvenir, réalisée par *Alex Décotte*, en partie avec des documents amateurs mis à disposition par des visiteurs de la première heure, d'autres repris de films professionnels, certains, enfin, réalisés spécialement pour ce 20^e anniversaire de l'OVR, accapare l'attention de tous. Ce travail de mémoire n'est pas un catalogue de projets réussis ou avortés, mais le reflet de l'ambiance chaleureuse et spontanée qui a entouré les partenariats, les rencontres et créant des liens d'amitiés, souvent dès les premières visites.

Dans leur message, MM. *Michel Tendon*, Syndic de Crissier, et *François Massy*, Municipal d'Ecublens, saluèrent l'engagement désintéressé qui perdure depuis vingt ans au sein de l'OVR-CH, assurant leurs associations locales de leur sou-

tien et encourageant les bénévoles à poursuivre leur coopération encore bien utile sur le terrain.

Après le verre de l'amitié offert par les Communes hôtes, les échanges d'expériences, d'anecdotes et de souvenirs se prolongèrent autour d'un délicieux repas roumain préparé par les bénévoles des deux associations.

L'après-midi, réunis autour d'une Table ronde (infra, pp. 5 à 16), Mme *Miruna Coca-Cozma*, journaliste RSR, MM. *Mihnea Berindei*, Paris, membre fondateur d'OVR, *Francisc Giurgiu*, Président d'OVR-RO, *Marius-Daniel Popescu*, écrivain, *Roland Python*, adjoint au chef de division des nouveaux Etats membres de l'Union européenne/DFAE, *Darius Rochebin*, journaliste TSR, membre fondateur d'OVR, *Dr Paul R. Vasos*, Association des étudiants roumains à l'EPFL, ont tour à tour exprimé les espoirs et les anxiétés que leur inspire aujourd'hui la Roumanie, traçant des pistes pour les orientations futures de l'OVR. Tout

en remerciant les participants M. *Pascal Praz*, Président d'OVR-CH, animateur, regretta devoir mettre fin à un débat sur lequel il y aurait encore beaucoup à partager.

Un concert de musique traditionnelle roumaine, ouvert au public, clôtura joyeusement la manifestation. En ouverture, un mini *remake* de la chorale OVR-CH, qui, en 2000, fit une tournée mémorable en Roumanie, présenta un florilège polyglotte de chansons suisses et roumaines.



Photo Hubert ROSSEL

Pendant le concert de musique traditionnelle roumaine qui clôtura l'Assemblée générale

Rose-Marie KOCH

P.S. Alors que le Comité et les bénévoles des associations hôtes ont consacré beaucoup de temps et de cœur à l'organisation et à l'accueil, on peut regretter que des délégués ne puissent consacrer une journée à cette importante rencontre annuelle et faire honneur, en l'occurrence, aux musiciens venus, eux, tout exprès de Roumanie.

Les 20 ans d'OVR en Suisse

Les partenariats des associations hôtes de l'Assemblée générale 2009

Crissier – Boișoara - Sâmbăta de Sus

Au nom de notre association, créée le 15 mars 1995, je suis heureuse d'accueillir les délégués d'OVR-CH. Dès 1989, les Jeunes Paroissiens ont proposé à la Municipalité de se lancer dans l'adoption d'un village roumain, ce qui a été accepté et c'est le village de Boișoara qui leur a été dévolu. Deux voyages ont été entrepris pour lui apporter de l'aide.

En 1993, un appel du village de Sâmbăta de Sus arrivait à la Municipalité. Ce village n'avait pas reçu de parrain et souhaitait pouvoir bénéficier de notre aide. Ce qui a été accepté et c'est pourquoi notre association s'occupe de deux villages.

Boișoara est un village de moyenne montagne, au climat rude, essentiellement habité de petits paysans. Il compte environ 1700 âmes. Les premiers voyageurs de Crissier ont découvert un village très pauvre, sans eau courante, un dispensaire sans médicaments, des chemins transformés en fondrière par temps de pluie, mais aussi un accueil très chaleureux, ce que tous ceux qui sont allés en Roumanie connaissent.

Sâmbăta de Sus est un village de plaine, situé entre Sibiu et Brașov, doté d'un monastère très réputé. Il compte 1600 âmes.



Photo Rose-Marie KOCH

Arrivée de l'eau courante à Boișoara

Dès le début de notre coopération, des camions affrétés par l'Association Prilly-Brăduț, nous ont permis d'acheminer des vêtements, des produits de première nécessité, des meubles, des ordinateurs, du matériel médical et beaucoup de médicaments que nous obtenions à bon prix auprès de Swissmédic. Certains

membres de notre association préparaient des colis ou des enveloppes bienvenus. Ces convois avaient lieu en général deux fois par année. Deux autres membres ont convoyé une voiture break destinée à devenir une ambulance. Le fait d'avoir deux villages n'allait pas sans heurts ni jalousie.

Tout ceci est terminé, puisque l'on trouve de tout en Roumanie ; reste la pauvreté. Le maire de Boișoara s'est dépensé sans compter pour obtenir un financement européen pour amener l'eau courante au village et nous avons financé les familles les plus démunies avec enfants pour qu'elles puissent avoir de l'eau, si ce n'est dans la maison, au moins à leur porte. Nous avons également financé la rénovation des fenêtres de l'école.

Actuellement, dans les deux villages, nous avons dix bourgeois, principalement des apprentis dans des lycées agricoles, mécaniques, commerciaux, etc. Nous envisageons de financer également la rénovation des fenêtres du collège de Găujani, village faisant partie de la commune de Boișoara.

Nous bénéficions de l'aide de la commune de Crissier et notre budget annuel est d'environ 10 000 francs.

Malgré l'entrée de la Roumanie dans l'Union européenne, nous pensons que ces aides sont encore appréciées et nous souhaitons les continuer tant qu'elles le seront.

Antoinette DESSEMONTET

Présidente de l'Association Crissier-Boișoara-Sâmbăta de Sus

Ecublens – Porumbacu de Sus

Pour vous présenter l'activité de notre association, il me serait plus aisé de vous parler de ce que nous avons fait plutôt que de ce que nous faisons actuellement. Vous savez tous combien la situation a changé en Roumanie durant les 20 dernières années et ont changé aussi les besoins de ces populations.

Porumbacu de Sus, dans le județ de Sibiu, est situé de 6 km en retrait de l'axe principal Sibiu-Brașov, village agricole de 1300 habitants, situé au pied nord des Carpates. Si je dis qu'il ne m'est pas facile de parler de nos activités aujourd'hui, c'est que malheureusement le village se meurt. L'école ne comprend plus que quatre classes; les forces jeunes quittent le village pour la ville. Durant toutes ces années, mis à part les transports

humanitaires du début des années 90, nous avons toujours axé notre aide sur la jeunesse et l'école. Aujourd'hui encore, c'est dans cette direction que va notre activité. Durant ces dernières années, nous avons déployé de gros efforts afin d'inciter les jeunes en fin de scolarité pour qu'ils entreprennent une formation professionnelle. Malheureusement, l'attrait du gain immédiat en a éloigné plusieurs d'une formation professionnelle.

Les campagnes de sensibilisations que nous avons menées sur place n'ont pas reçu le succès que nous aurions souhaité. Il faut dire aussi que nous n'avons pas non plus suffisamment de répondant de la part des édiles du village. J'aimerais quand même projeter un éclairage plus doux sur ce tableau un peu sombre. Avec notre aide financière à un jeune du village qui a terminé une formation de carreleur, nous avons participé aux frais de cours informatique pour la postière du village, ce qui nous permet d'avoir une relation e-mail avec le village.



Photo Assoc. Ecublens-Porumbacu de Sus

Accueil au repas de soutien 2008

Actuellement nous prenons en charge les frais de scolarisation et de logement pour deux jeunes-filles du village qui font des études universitaires à Sibiu, ceci jusqu'à la fin de leurs études. Enfin nous finançons les frais de déplacement d'un jeune apprenti cuisinier.

Je terminerai en relevant que même si nos actions ne sont pas très spectaculaires, il me plaît à dire que les liens d'amitiés que nous avons forgés avec la population de ce village sont le garant que nous avons pleinement réussi les engagements que nous avions pris au lendemain de la Révolution.

Je mentionnerai encore que nos voyages réguliers à Porumbacu de Sus sont toujours couplés avec quelques jours de tourisme à la découverte de ce beau pays qu'est la Roumanie.

Frédy ZURBUCHEN

Président du partenariat Ecublens-Porumbacu de Sus

RAPPEL D'INFORMATIONS DÉJÀ COMMUNIQUÉES

Souvenir - Vidéo OVR-CH – 20 ans

Il reste quelques exemplaires de la vidéo, réalisée par Alex Décotte, qui a enchanté le public lors de l'Assemblée générale à Crissier, le 2 mai dernier.

Elle peut être commandée auprès du Secrétariat au prix de CHF 25.-, frais d'envois compris/bénéfice en faveur du projet Maison OVR.



Photo Alex DECOTTE

Projet de voyage en Roumanie en mai/juin ou septembre 2010

Suite à des demandes adressées à Intertravel, Herbert Pflieger envisage d'organiser un voyage en Roumanie pour un groupe de 10-12 personnes en 2010.

Déplacements en avion et minibus avec chauffeur. Il s'agirait d'une dizaine de jours, dont trois/quatre dans le Delta avec des excursions dans les canaux latéraux. Logement à l'hôtel.

Possibilité de prévoir la visite de l'un ou l'autre village partenaire d'OVR, sans y séjourner.

Les personnes intéressées s'annonçant d'ici à la fin septembre pourront participer, dans la mesure du possible, à l'élaboration de l'itinéraire.

Renseignements :

- Herbert Pflieger, Intertravel, rue du Chemin de Fer 38, 1958 Uvrier

Tél. 027 323 49 40, E-mail : intertravel@netplus.ch

- Rose-Marie Koch, Secrétariat OVR-CH.

Les 20 ans d'OVR en Suisse

Table ronde : « Collaboration Suisse-Roumanie : et maintenant ? »

Pascal Praz.- Collaboration Suisse-Roumanie et maintenant ? Et l'on peut même poursuivre, comme Gilbert Bécaud : « Et maintenant, que vais-je faire ? » Pour discuter de ce sujet, le comité OVR-Suisse a réuni différentes personnalités de Suisse et de Roumanie qui ont vécu l'OVR ou, à l'inverse, qui pourront nous en parler avec un œil extérieur...

Je dois tout d'abord excuser Monsieur le Professeur Mircea Săndulescu, né à Sibiu, académicien, professeur à la Faculté de Géologie et de Géophysique de l'Université de Bucarest. Retenu pour des raisons de santé, il ne peut être des nôtres. Il tenait cependant à vous adresser un petit message qu'Hubert Rossel va vous lire.

Hubert Rossel.- Voilà le petit mot que j'ai reçu, il y a quelque temps, de M. Săndulescu :

« Je ne peux pas participer à la réunion d'OVR-Suisse, où vous m'avez si gentiment invité. Après un contrôle médical approfondi, je dois suivre un traitement ambulatoire et, en réfléchissant, je vous demande de bien vouloir communiquer en réunion les quelques mots que je vous écris dans ce qui suit :

Monsieur le Président, Mesdames, Messieurs,

Je regrette énormément de ne pouvoir participer, pour des raisons de santé, à la réunion anniversaire d'OVR-Suisse, où vous avez eu l'amabilité de m'inviter. Je vous prie d'accepter ces quelques mots en signe d'hommage pour toute votre activité exemplaire déployée pendant 20 années, pour la sauvegarde des villages roumains. Au début, contre les abus de la dictature communiste – dont je suis très bien placé pour savoir et avoir subi toute la monstruosité –, ensuite, pour aider à une résurrection qui, hélas, traîne ou est menacée par l'indifférence des autorités actuelles. Je signe ce message, pas seulement en mon nom mais aussi, officieusement, au nom de beaucoup d'autres membres de l'Académie roumaine. Signé : Professeur Mircea Ioan Săndulescu, membre de l'Académie roumaine et membre de l'Academia Europaea. » [Applaudissements]

Pascal Praz.- Merci, Hubert. Merci de transmettre au professeur Săndulescu nos vœux de prompt rétablissement. Bienvenue, donc, à cette table ronde avec les intervenants suivants :

- Mme Miruna Coca-Cozma, journaliste et animatrice à la RSR¹, née à Bucarest ;

- M. Paul Vasos, né à Ploiești ; il représente l'A/RO, l'Association des étudiants roumains de l'EPFL² ;
- M. Francisc Giurgiu, domicilié à Livezi, est le président de l'Opération Villages Roumains-Roumanie ;
- M. Darius Rochebin, journaliste que vous retrouvez régulièrement sur vos écrans ; il est l'un des fondateurs de l'OVR en Suisse ;
- M. Mihnea Berindei, historien roumain habitant à Paris ; il est un des co-fondateurs du mouvement OVR ;
- M. Roland Python, adjoint aux nouveaux Etats membres de l'Union européenne (UE), représente la DDC³ ;
- M. Daniel Popescu, né à Craiova, établi à Lausanne, écrivain ayant reçu le Prix Walser, en 2008, pour son ouvrage *La symphonie du loup*.



Photo Hubert ROSSEL

Les différents intervenants avant le début de la table ronde

Merci d'avoir accepté de participer à cette table ronde, que je vous propose en trois volets :

- Le premier volet : La fabuleuse aventure de l'OVR en 20 ans ;
- Un deuxième volet : OVR, et maintenant ?
- Et un troisième volet : Partenariat avec « notre village », vision d'avenir.

¹ Radio Suisse Romande. [ndlr]

² Ecole Polytechnique Fédérale de Lausanne. [ndlr]

³ Direction du Développement et la Coopération. [ndlr]

1. La fabuleuse aventure de l'OVR

Alors, Darius, quel regard portez-vous sur cette OVR qui a duré 20 ans mais qui, maintenant, semble s'essouffler un petit peu ?

Darius Rochebin.- Eh ! bien, merci de l'accueil. Bonjour. A vrai dire, je n'ai pas l'impression que l'OVR s'essouffle, de ce que j'en vois puisque, régulièrement, je vois les bulletins qui sont faits par Rose-Marie Koch et tous ceux qui travaillent avec elle. Et comme je vois qu'ils sont bien plus fournis qu'ils n'étaient dans le passé, donc, ce n'est pas tellement signe d'essoufflement ! Et ce qui me frappe, à dire vrai, c'est la durée. Evidemment, 20 ans, cela paraît énorme. En arrivant ici, j'étais très heureux de revoir certains visages, que je pensais depuis longtemps disparus, parce que, en 20 ans, hélas, il y en a... Et



Photo Hubert ROSSEL

Darius ROCHEBIN, journaliste, co-fondateur de l'OVR en Suisse

Et nous en avons, tous, en mémoire. Et je pensais à quel point la durée est une chose importante. On a tous le souvenir de la première fois – je parle pour les Suissesses et les Suisses – de la première fois qu'on s'est rendu en Roumanie, après les événements. Je ne suis pas certain qu'on était conscients, à ce moment-là, que cela fonctionnerait si longtemps, que cela perdurerait si longtemps. Le temps, c'est vraiment important ; la durée, c'est vraiment important ! Si on se rappelle l'origine même de l'opération, les choses venaient déjà de très loin : cette espèce de folie de Ceaușescu de vouloir détruire des villages, c'était déjà une sorte d'utopie du communisme, des années de guerre, de quelque chose qui venait d'extrêmement loin. C'était une autre génération ! Et pour faire tout ce qui a été fait par l'Opération Villages Roumains, il fallait aussi beaucoup de temps, parce que la démocratie est quelque chose d'extrêmement compliqué, c'est un mécanisme très complexe qui se fait dans la durée. Je me souviens de beaucoup de déceptions et de beaucoup de doutes, parce qu'on était nombreux à avoir des illusions en arrivant en 1989 et, souvent, les choses marchaient beaucoup moins vite qu'on ne le pensait. Mais c'est très bien de devoir revenir une fois, deux fois, cent fois... Et c'est à la centième fois que les choses prennent réellement. Donc, quand on a la durée avec soi, c'est un atout extraordi-

naire. Et je pense que 20 ans, à cette échelle-là, c'est relativement court.

Pascal Praz.- Merci. Du côté de nos autorités, M. Python. A l'échelle de nos autorités, comment avez-vous perçu ce mouvement ? Comment est perçu le mouvement OVR, un mouvement citoyen sans précédent, finalement ?

Roland Python.- Oui, tout à fait. Au gouvernement, il y a eu des initiatives qui ont été prises pour soutenir les activités au niveau roumain, mais c'est clair que toutes ces initiatives qui ont été prises par la conviction et par l'engagement des gens, c'est quelque chose de fantastique ! Et, chaque fois qu'on voit des initiatives qui sont soutenues, finalement, sans le support du gouvernement, mais simplement parce qu'il y a des gens qui s'engagent, qui y croient et qui foncent ; ça, c'est quelque chose qui est vraiment incroyable, qui est une valeur ajoutée fantastique ! Parce que, avec l'aide d'un gouvernement, c'est clair qu'on doit toujours respecter un certain protocole, accepter des règles, accepter – ma foi – plein de choses ! Et là, vous avez une fierté qui est dictée par votre engagement, vos croyances, vos valeurs. Et ça, cela a été très apprécié par le gouvernement ! C'est clair que moi je n'étais pas dans l'histoire quand ça s'est passé ; je n'étais pas impliqué, mais je sais que la DDC a soutenu quelques projets. Certains ont eu du succès ; d'autres n'ont pas eu le succès attendu. Mais un des facteurs de succès était certainement l'engagement incroyable des gens, finalement. Le soutien financier qui a été accordé n'est que la pointe de l'iceberg, qui supporte l'engagement, les heures et la ténacité des gens. Mais c'est ça, vraiment, qui a mis cette valeur ajoutée dans cette entreprise. Donc le soutien de la Confédération est quelque chose de complémentaire à cet engagement réel. Et j'espère que l'on va expliquer ce que l'on pense faire dans le futur sans, bien sûr, prendre le relais, et être complémentaire à ce qui s'est passé, des initiatives inscrites et ciblées.

Pascal Praz.- Merci. M. Popescu, vous avez fait le chemin inverse de nous, finalement. Nous, nous sommes partis de Suisse et sommes allés en Roumanie. Vous, vous avez fait le chemin inverse. Et pourtant, pour tous ceux qui ont fait une fois le voyage en Roumanie, ils sont tombés sous le charme de ce pays, riche en paysages, en cultures, en chaleur de vivre. L'OVR l'a bien compris, en mettant en place le premier réseau de logement chez l'habitant. Mais, finalement, toutes ces valeurs de la Roumanie, ne risque-t-elle pas de les perdre ? De perdre, en tous cas, une partie de ses charmes, en devenant un pays globalisé ?

Daniel Popescu.- Je ne sais pas si je suis le mieux placé pour pouvoir m'exprimer sur ce qui s'est passé dans votre association au cours de ces 20 ans. Moi, je me suis « occidentalisé » en Suisse. J'ai vécu en Roumanie jusqu'au 1^{er} août 1990. J'étais bien loin de l'Occident réel. Je n'avais que des clichés. Je suis un Occidental créé par les circonstances, à

partir de l'âge de 27 ans ! Et j'ai eu, peut-être, la chance de vivre beaucoup plus avec des familles qu'avec des amis, parce que, comme étranger vivant en Suisse, on dit habituellement que les Suisses sont froids... Par contre, avec votre association et ce que vous avez réussi – me semble-t-il –, je peux vous dire que vous faites vraiment de la concurrence aux pays les plus chauds du monde, avec votre chaleur, mais aussi avec votre cœur. Et maintenant, après 20 ans – je vais répondre à la question –, je suis vraiment très ému quand je vois les gens qui font des cartons, des billets, et qui me disent : « Mais c'est pour la Roumanie », par exemple. J'espère qu'au niveau membres, après la complexité et le temps que vous avez consacré, vos valeurs dans les processus soit-disant démocratiques, la chaleur (chaleur roumaine ou pas), j'espère que nous allons pouvoir faire la même chose, dans 30 ans, dans 1000 ans, pour un autre peuple de l'Europe ou de la planète. Je ne sais pas comment chacun des Roumains que vous avez côtoyés dans vos échanges, au cours de ces 20 ans, vous ont remerciés, mais j'espère que d'autres Roumains, ceux des gouvernements, du gouvernement actuel, pensent à vous remercier, parce que votre chaleur, vos moments uniques et irréversibles de la part de ceux qui s'engagent de manière bénévole pour la vie des autres, que ce soit dans l'esprit, dans le temps, dans la psychologie... [Son téléphone portable sonne ! « Oh ! Excusez-moi... »] J'espère qu'ils vont vous remercier et vous aider le plus possible, parce que, en 20 ans, vous avez fait beaucoup avec vos moyens. Et il n'y avait personne qui vous obligeait ! J'ai vu ce que Darius Rochebin a fait, il y a 20 ans ; j'ai apprécié beaucoup sa sincérité, son courage, sa détermination. Je me souviens qu'il n'était pas encore à la télé il y a 20 ans, même s'il était dans le mouvement depuis le début. C'est extraordinaire ce que vous avez fait et justement, pour finir mon intervention sur ce premier volet, je suis étonné que, avec peu de forces, depuis la Suisse, la France, la Belgique et d'autres pays, vous avez beaucoup aidé avec vos illusions, vos désillusions, avec vos remerciements aussi. Et je me demande : « Est-ce que mon pays, est-ce que les gouvernements roumains ont fait autant que vous, tous les gouvernements qui se sont succédé, y compris celui qui est actuellement au pouvoir, par rapport aux sujets que j'ai vus dans le film⁴, par exemple, le cas de la médecine, par exemple, les décharges, l'eau, la santé, l'enseignement, l'enfance ? »

Pascal Praz. - Merci, Monsieur Popescu [Applaudissements]. M. Berindei, tout vendre, tout brader, tout céder dans le domaine de l'économie – à l'exemple de Roșia Montană, que vous connaissez bien – un des combats de l'OVR. Mais aussi un combat de tous ! Mais l'OVR fait-elle le poids dans les combats qui attendent encore la Roumanie, principalement dans le domaine de la sauvegarde du patrimoine ?

⁴ Allusion au film d'Alex Décotte, *20 ans – OVR-Suisse – 1989-2009*, projeté le matin de l'assemblée générale. [ndlr]

Mihnea Berindei. - Je ne sais pas si c'est à moi qu'il faut poser cette question. Parce que, en fait, je crois que... Je ne sais pas si cette question devrait m'être posée à moi et pas plutôt à Francisc. Parce que je crois que, depuis 20 ans, la Roumanie a fait le pas nécessaire – et je pense là surtout à l'OVR-Roumanie – pour devenir le maître-d'œuvre, finalement. C'est à eux que revient maintenant, et non plus à l'Opération OVR-Suisse, France, Belgique, Pays-Bas et ainsi de suite, de prendre les initiatives. Je crois que c'est à l'OVR-Roumanie, l'OVR des communes roumaines, qu'il revient d'interpeller les pouvoirs locaux, le gouvernement – comme l'a dit M. Popescu – et d'avoir, justement, le soutien de l'OVR-International, de leurs partenaires occidentaux. Ce qui se passe pour Roșia Montană est significatif, en ce sens. Non ? Il y a eu, d'abord, une mobilisation internationale, pour sauver une région roumaine. C'était aux Roumains, d'abord, de réagir, d'après moi ! Vingt ans, ça suffit ! Maintenant, on est sorti du communisme ; les mentalités changent dif-



Photo Hubert ROSSEL

ficilement ! Il faudra plus d'une génération, peut-être deux générations, pour qu'elles changent réellement, mais si on ne responsabilise pas les gens sur place, on n'arrive pas à avoir ce type de réactions. Et là, moi, je voudrais – si ce n'est pas trop tôt – intervenir sur un autre problème, qui est celui de l'avenir de l'OVR à partir de la Roumanie. Vous savez très bien que

l'OVR a été un mouvement un peu utopique, au commencement, pour dire vrai. C'était un devoir d'ingérence, utopique un peu, non ? On voulait sauver des villages, à partir de je ne sais pas quel coin de l'Europe, des villages en Roumanie, un pays fermé où on ne pouvait pas aller. On pouvait envoyer des cartes postales, mais on ne savait pas si ces cartes postales arrivaient... Quel va être l'impact ? On essayait de produire le plus d'événements pour que la presse essaie de reprendre..., pour que le sujet ne soit pas oublié. On essayait de déterminer les politiques, les gens politiques, les députés, les maires. Le conseil communal ou municipal acceptait l'adoption ; ensuite, les députés nationaux. Et ainsi de suite... Cela a été un mouvement extraordinaire de ce point de vue, parce que ce droit, ce devoir d'ingérence est parti d'en bas. C'est une espèce de solidarité européenne, de mouvement de solidarité, partie vraiment au niveau des communes, et qui a constitué, finalement, le premier mouvement important de l'intégration roumaine dans

l'Europe. Et si ça existe encore après 20 ans, c'est que c'était un mouvement extrêmement fort. On va revenir sur ça peut-être dans la suite de la discussion : comprendre pourquoi, après 20 ans, ce mouvement existe toujours. Et je reviens à ce que je voulais dire au commencement, si ce mouvement est parti de ce besoin de s'occuper..., de sauver..., d'intervenir contre l'inacceptable – c'était ça l'idée de « sauver ces villages roumains » –, il y a quand-même maintenant des régions voisines, notamment de la Roumanie, comme la Moldavie, qui sont dans des situations encore pires que la Roumanie d'avant 1989. Je crois que, dans l'esprit de l'OVR, l'initiative devrait partir de Roumanie, mais avec une impulsion initiale occidentale, pour qu'on s'occupe de ces voisins proches. Préparer leur intégration dans l'Europe, adopter des villages moldaves, par exemple. Et ça je pourrais vous aider, si vous le voulez. [Applaudissements]

Pascal Praz. - Merci, M. Berindei. Vous nous avez parlé, depuis le départ, de la Roumanie dont on a beaucoup parlé dans la presse, et dont on parle de moins en moins. Alors, Miruna Coca-Cozma, est-ce que, finalement, cette disparition de la Roumanie dans les médias ne dessert pas un peu notre cause ? N'y aurait-il pas plus à en parler, plus à en dire, vous qui connaissez bien ce pays ?

Miruna Coca-Cozma. - Il y a beaucoup de choses à dire sur la Roumanie. Je pense qu'il y a eu plusieurs vagues d'informations, si vous voulez, sur la Roumanie. Tout de suite après la Révolution, il y a eu plein de sujets largement couverts par la presse européenne – et par la presse suisse aussi. Je ne crois pas que la Roumanie ait disparu de la presse. Vous savez, quand on revient... je retourne très souvent dans le pays maintenant, ce qui n'était pas du tout le cas avant ; j'étais en pétard avec la Roumanie. Maintenant, je commence à être plus en paix avec ce pays. A chaque fois, à la télé, à la radio, dans les journaux, on entend toujours : « On veut être des gens normaux ! On veut entrer dans la normalité ! » Et je pense que le fait que l'on ne parle pas toujours de la Roumanie dans la presse est un gage de normalité. C'est-à-dire qu'on commence à construire les choses calmement, même si ce n'est pas toujours dans le bon sens, pas toujours dans le bon rythme. Il y a des soucis, comme dans tant d'autres pays qui ont souffert sous le communisme. Ce n'est pas en vingt ans, ni même en trente, qu'on va réussir à remettre ce pays qui, pendant une très longue période avait la tête en bas (c'est l'image que j'ai du pays, un pays qui a vécu la tête en bas)... Je pense que nous en avons quand-même parlé. Moi, je m'en rappelle puisque j'étais moi-même impliquée personnellement, en tant que citoyenne roumaine, par rapport aux relations du pays dont je venais. Mais on n'entend pas toujours parler en bien de la Roumanie. C'est pour cette raison que, personnellement, et avec d'autres membres de la communauté roumaine, on a voulu rétablir une image plus correcte autour de notre pays, pour ne pas entendre seulement des discours qui rappellent toujours

que la Roumanie est un pays du tiers-monde, un peu triste. Donc je pense que si on est un petit peu moins sous le feu de l'actualité, cela peut nous donner l'occasion de réfléchir tranquillement à ce que l'on a à faire. Et si on ne parle pas de la Roumanie telle que, nous, on l'imagine, telle que, nous, on la voit, je pense que... – on connaît les mécanismes de la presse ! – je pense que ça va venir, parce qu'il y a beaucoup de choses qui vont changer. Et on parle de la Roumanie de Ceaușescu. Il a été très, très présent dans le pays ! C'est parler de la Roumanie... On est plusieurs intellectuels. La Roumanie, c'est pas la Roumanie... Ce n'est pas une notion abstraite : ce sont des gens, des personnalités, des gens qui ont moins de personnalité. Il y a des inconnus aussi. Je pense que c'est important de garder un peu cet esprit-là. Par touches. Et je trouve que ce n'est pas mal. [Applaudissements]

Pascal Praz. - Merci beaucoup. Alors, M. Vasos, vous, vous étiez adolescent lorsque les événements qui finalement nous unissent aujourd'hui sont arrivés. Vous avez donc grandi dans cette Roumanie, en même temps que l'OVR, en 20 ans. Quel regard portez-vous sur cette Roumanie en 20 ans ?

Paul Vasos. - Bonjour. Tout d'abord, merci pour l'occasion qui m'est donnée de parler dans le cadre de cette assemblée. Justement, vingt ans, cela fait une génération. Pas seulement dans le sang... Mais je n'étais encore que dans mon rôle de petit garçon, dans le Maramureș. Mais j'ai pu sentir les effets de cette action qui s'est concrétisée à cette époque dans les villages. Les gens parlaient ! Et je peux vous dire quel effet cela faisait. Je n'ai pas rencontré directement les gens qui venaient de l'étranger, mais j'ai rencontré des gens qui en parlaient. Maintenant, je suis content d'être arrivé aux sources et de pouvoir remercier, au nom de ma mère des Maramureș, de mes grands-parents, de leurs voisins... Parce que c'est très personnellement que je le ressens. C'était, en effet... Je vais vous dire... Il y avait de l'aide matérielle, ce qui est important. Mais il y avait quelque chose de plus important encore : cela apportait du prestige. C'était un prestige d'être en communication avec des gens qui étaient « prestigieux » en étant Occidentaux, d'abord. Vous allez dire : ce n'est pas grand chose. Mais c'était une grande chose, à l'époque, d'être en contact avec des gens qui venaient de l'étranger, de la Suisse, de la France, etc. Les gens se sentaient valorisés, tout d'abord, de pouvoir parler avec des étrangers ! Et je pense que c'est important, maintenant, de souligner cela, parce que notre société s'est étendue ; et c'est important de valoriser le statut de l'individu, si on veut créer des racines. Vous savez qu'en Maramureș, les gens fixent leurs racines et font des portes en bois, qui sont une représentation de leur statut social. Maintenant, leur statut doit être respecté par tous les médias auxquels on a accès. Et je suis content que Miruna soit ici, parce que maintenant on entend parler de la Roumanie sur Facebook. Et je vais vous dire que la porte doit se transformer en portail... en portail Internet, sur un site. Cela doit exister dans la presse. Je crois qu'il y a

beaucoup de choses qui ont été faites et qu'on doit être content de se retrouver après 20 ans, avec les moyens d'aujourd'hui. On doit continuer la bataille. Je ne sais pas si, en réponse à M. Berindei, je ne sais pas si on doit marcher trop fort. Parce que, des fois, c'est bien de porter une action, mais cela crée des ponts, mais on ne sait pas si exactement la semence a bien pris racine, si les ponts sont encore là. Peut-être, c'est bien d'insister... [Applaudissements]

Pascal Praz.- Merci. On va passer au deuxième volet, puisque... Oui ?...

Daniel Popescu.- J'ai remarqué qu'il y a deux personnes ici à la table qui m'ont cité. Peut-être ils veulent me faire taire ou ils veulent que je parle. Alors, avant qu'on ne passe... en écoutant les autres, je me suis dit : « Mais merde, non ! Il faut bien insister là ! Oh ! Oh ! Il ne faut pas excuser les Roumains ». Parce que c'est grave en Roumanie ! Vous le savez très bien, autant que moi, autant que ceux qui sont dans la salle, qu'ils soient Roumains, Français ou Suisses. La situation en Roumanie, moi je vais la décrire un peu, malgré le fait qu'on a accédé à des droits. On a des droits... mais des charges aussi ! Il faut qu'on s'adapte, qu'on s'adapte à la réalité de la situation et

n'oubliez pas que pour vous, Messieurs-dames les opposants, que vous avez traité avec le dictateur de l'époque. C'était la Guerre froide. Il faut faire des gestes maintenant ! Vis-à-vis de ceux qui sont maintenant dans un gouvernement libre, d'une part, et responsable, de l'autre. Parce que vous êtes obligés d'exercer une pression sur eux, sinon le sens de vos actions



Photo Hubert ROSSEL

deviendra utopique ; il perdra son sens ! Ce n'est pas inique que de s'immiscer dans les affaires internes de la Roumanie, parce que je vous pose une question à tous : « Si on demande au président actuel et à ceux qui sont encore au gouvernement, datant de cette époque, ce qu'ils pensent de ce qu'ils ont fait, eux, pour la Roumanie, ainsi que des différentes implications, je suis presque sûr qu'ils vont donner des réponses comme le dictateur Ceaușescu aurait données. C'est-à-dire que, puisque vous venez chez nous et que vous vous immiscez dans nos affaires : « Chez nous tout se passe bien ! » et « Retournez en Europe ! », et tout ça... Mais ils oublient qu'ils sont en Europe !

Ils oublient ce que les autres font et ont fait. Et surtout, je connais, peut-être mieux que tout le monde ici, ce qui se passe en Roumanie. Parce que, chaque fois, quand je vais là-bas, j'écoute, je lis les journaux, je vais dans tous les milieux, dans les campagnes, dans les villes, dans tout le pays, de jour et de nuit. Je connais les gens : des pauvres, des mendiants, des universitaires et des politiciens. C'est grave ce qui se passe dans mon pays, malgré le fait que mon pays a accédé à la « nationalité » européenne. Vous le savez ! Il faut qu'on s'adapte, il faut qu'on continue, en gardant l'esprit revendicatif et presque positif, je veux dire, parce que, sinon... [réactions dans l'assemblée] on donne une caution à des gouvernements de gauche et de droite qui n'ont pas fait grand chose. Et je peux vous amener 100 000 Roumains à la barre qui vont dire : « Chez nous, ça va mal ! ». Et ça n'a rien à voir avec le respect de la Roumanie ; ça n'a rien à voir avec le respect de son pays ; ça n'a rien à voir avec le fait de s'immiscer dans les affaires internes d'un autre peuple [réactions dans l'assemblée] ; ça n'a rien à voir avec la chaleur ou la froideur de l'individu ou une appréciation ! Ça a à voir avec la corruption et... Regardez-moi ça... Le journal *Le Temps* du 22 avril – il y a une semaine et quelque – qui parle de la corruption et non de la situation de la Roumanie... Et on nous dit le mot « corruption ». On fait semblant, parfois dans nos associations, parfois dans la presse, parfois en Roumanie, parfois partout, que ça n'existe pas. Oui, cela existe ! Et c'est très grave, Messieurs-dames. Et peut-être qu'on peut analyser cela, à la manière suisse, à la manière de cette organisation, et peut-être qu'on peut analyser et apporter une aide dans des endroits où il faut qu'on change de tactique, il faut qu'on s'adapte à ce qui est nébuleux. L'Europe, la Roumanie et la crise. Merci pour le premier volet. [Applaudissements]

2. OVR, et maintenant ?

Pascal Praz.- Merci. Avec sa remarque, M. Popescu nous lance directement dans le deuxième volet : « OVR et maintenant ». Et Francisc avait envie de réagir à cela.

Francisc Giurgiu.- J'ai préparé un petit résumé. A côté du message de M. Săndulescu, il y a un grand ami d'OVR-Roumanie et d'OVR en général, M. Cucubuciu de Roșia Montană. Je ne sais pas si Roșia Montană peut/doit rester un village comme il est en ce moment. C'est une question pour vous. Il vous faut découvrir et connaître la mission de M. le professeur Săndulescu, qui travaille à l'Université de Bucarest aussi bien que pour l'Académie roumaine. Moi, je voudrais vous dire quelque chose en relation avec ce qu'a dit notre ami Popescu. En 1990, j'avais 28 ans et j'étais déjà dans l'OVR. Et chaque fois que je regarde Darius, Berindei et les autres journalistes de Belgique et de France, je pense toujours à cette même idée : pourquoi vous, de Suisse, vous êtes descendus en Roumanie en 1990. Moi, je n'avais pas de connaissance sur la démocratie, sur la société civile, sur la citoyenneté ; rien, rien ! Mais, comme j'ai

travaillé quelque temps dans la politique de ma commune, comme maire, vice-maire, conseiller municipal, doucement j'ai découvert et compris ce qui touche à la société civile, ce qui se rapporte à la citoyenneté, ce qui concerne l'amitié, ce qui concerne l'Opération Villages Roumains. C'est ça, la première idée qui me passe dans la tête en ce moment. Et non pas la politique, non pas la classe politique ! Pour moi, la classe politique à OVR, je m'en fous. Je représente la « société civile ». La classe politique change tous les quatre ans ; cela dépend de notre vote. C'est notre erreur si, tous les quatre ans, nous votons pour les mêmes personnes. Cela signifie que nous n'avons pas une bonne capacité de discernement pour choisir les personnes qui se présentent, ou pas d'intérêt !...

Daniel Popescu.- Laissez-moi intervenir ; il m'a interpellé. Et...

Mihnea Berindei.- Ce n'est pas correct. Non, non, mais attendez !

Daniel Popescu.- J'attends...

Francisc Giurgiu.- Actuellement, vous venons d'entrer dans l'Europe et dans les problèmes ! Nous avons notre problème. L'Europe a ses problèmes. Moi, je suis un Roumain qui habite la plaine avec tous mes problèmes, les problèmes de ma famille : de mon père, de ma maman, de mon frère, de ma sœur,



Photo Hubert ROSSEL

de tous les citoyens. On peut m'obliger à continuer notre travail entre nous, comme citoyen de l'Europe. Jamais, on ne peut se faire de reproche l'un à l'autre. Nous sommes obligés de trouver une solution pour notre citoyenneté dans l'Europe. C'est ça, nos problèmes, actuellement ! OVR, c'est la « société civile »... Oui, c'est normal, nous sommes le chien qui « garde »

bien ce que fait la classe politique. Je suis d'accord. Si on veut faire quelque chose pour changer la classe politique, nous sommes obligés de nous mobiliser tous ensemble. Pas seulement la Roumanie ; toute la population de l'Europe ! C'est ce que je pense. Parce que l'Europe change toujours ses frontières. La première fois que j'ai connu la démocratie, sa frontière était à côté de l'Autriche. Puis, ça a été la frontière hongroise. En ce moment, c'est la frontière entre la Roumanie et la Répu-

blique moldave. Dans quatre ans, ce sera peut-être l'Ukraine... Mais c'est toujours une frontière ; c'est une barrière entre nous ! Jamais, je ne tiens compte de cette barrière ; je suis toujours du côté de mon « citoyen » européen ! Nous avons la chance de nous connaître entre nous. Ça, c'est la réalité, pas un problème : OVR représente la société civile ! OVR représente votre action, ce que vous avez fait en Roumanie et je veux vous féliciter pour ça, car, chaque fois que je vois vos visages, je pleure, j'ai de l'émotion, depuis que vous m'avez appelé à participer à Timișoara⁵. Berindei, Paul Hermant, ce sont des journalistes qui connaissent bien la situation ancienne et actuelle. Ça c'est l'évolution de notre société. [S'adressant à Mihnea Berindei] « Tu connais bien la politique de ce qui se passe, non ? Et après ? Tu ne fais rien ? Tu peux mobiliser la population, c'est tout ! »

Darius Rochebin.- J'aimerais dire un mot là-dessus, sur l'importance du travail de fond. Parce que, là, comme disaient les Roumains, c'est le travail « par touches ». Et l'expression est très juste. Et comme, maintenant, je suis observateur – comme journaliste – cela m'arrive souvent de recevoir des humanitaires d'autres organisations, concernant d'autres pays. Et c'est intéressant... Quand tu leur demandes : « Mais, vous, où est-ce que vous êtes allés ? », par exemple, au Tchad, etc. Et souvent, ils disent : « Ah ! Mais non, en fait, je n'y suis jamais allé ! ». Cela ne veut pas dire qu'ils font du mauvais travail, mais c'est autre chose. Et la force de gens qui, eux, sont allés, pas une fois, pas deux fois, mais cinquante fois ou cent fois en Roumanie, c'est absolument autre chose. Et ce type de travail-là, il est extraordinaire. Et, en effet, ce n'est pas celui des politiques, c'est pas celui des médias. Peu importe, au fond, que les médias ne parlent pas assez de l'OVR par moment, etc. ; ce n'est pas si important que ça. Parce que, effectivement, il y a assez d'humanitaires qui parfois, pour une action dont on parle énormément une semaine, puis, la semaine d'après, on ne sait plus très bien ce qu'ils font. Ce travail de fond-là, il a une valeur extraordinaire ! Et de connaissance du terrain qui est absolument extraordinaire. Quand vous, M. Popescu, vous dites que vous allez dans tous les milieux, ça aussi, c'est irremplaçable. Parce que, moi je sais – et là c'est mon métier – souvent on est très superficiel. On se rend... Vous savez ce que c'est. Un journaliste qui va en reportage, souvent il interviewe le chauffeur de taxi et c'est sa première source d'information... Et ça lui suffit parfois ! Donc, le travail qui est fait ici, il est absolument irremplaçable. Et c'est certain qu'il doit durer, vraiment durer... et fê-

⁵ Allusion à la rencontre de Timișoara de mai 1991, à laquelle le professeur Păun Ion OTIMAN – recteur de l'Université agronomique de Timișoara – a fait allusion dans son article, dans le Réseau « OVR : Spécial 20^e anniversaire », à paraître conjointement). Il deviendra par la suite (23 mai 1994) le premier président d'OVR-Roumanie (Asociația Națională a Comitetelor și Satelor Românești), Francisc Giurgiu étant, à ce moment-là, le trésorier de l'association OVR-RO. [ndlr]

ter les trente ans, si possible ! Voilà. Alors, merci beaucoup. [Applaudissements]

Je voudrais juste ajouter que je dois vous quitter. Ce n'est pas du tout un signe de désintérêt. Mais, là, je dois aller à Berne finir quelque chose. Mais vraiment, j'étais très content et très ému de retrouver beaucoup d'entre vous. Et merci beaucoup de l'accueil. Merci beaucoup. [Applaudissements]

Daniel Popescu. - C'est sûr qu'il y a tant de choses qui vont très bien, en Roumanie. Bien sûr que les Roumains ont une énergie énorme, une chaleur énorme. Et on voit, en même temps, qu'ils quittent le pays. C'est un droit. Ils ont le droit de parcourir le monde. On l'a rêvé et on l'a obtenu ! Il y a tous les Roumains qui, même au pays, ont des défis énormes. Bien sûr que les Roumains veulent arriver au même statut que les Suisses, les Anglais, les Allemands et les autres pays occidentaux, qui n'ont pas du tout connu la même évolution que nous, grâce au « marchandage » des chefs des pays après la Deuxième Guerre mondiale ! On a bien vu qu'il y a des Roumains, jeunes et moins jeunes, qui font des recherches, qui sont à l'université, qui s'intéressent aux bases et à tout. Mais, en même temps, ça va mal dans le pays, vous comprenez ! Et tant qu'on n'accepte pas cela, pourquoi un Roumain, un Suisse ou un autre..., on ne va pas réussir à reconforter ce renouvellement de l'aide qu'on apporte. Vous voulez que je vous donne un exemple, Messieurs-dames ? Imaginez-vous un garçon de 11 ans ; il a une tumeur au cerveau. On trouve la tumeur. On doit l'opérer, mais on doit payer au moins des milliers d'euros pour l'opérer. Vous comprenez ? Ça c'est passé il y a deux semaines, en Roumanie. Et les gens qui disent : « Oui, quand-même, il n'a pas beaucoup de chances, ce garçon, de s'en sortir ». Mais lui quand-même pris le « fric ». C'est facile ! Là, tant qu'il n'y a pas une opposition à ceux qui gèrent cette manière de politique, et partout en politique, on n'a pas de chance de réussir ! Je sais que ça fait du bien de s'en foutre des politiques ; je sais ça. Mais, en même temps, en admettant qu'on est vraiment dans un Etat de droit, je ne souhaite pas tomber malade en Roumanie et arriver dans un hôpital roumain, à notre époque, parce que, là-bas, ça va très mal ! Vos assurances suisses, cela ne vaut rien du tout, même si vous êtes assurés pour l'étranger. Voilà, c'est ça que j'aimerais soutenir pour le futur des actions. C'est très important. On ne va pas se mentir. On ne doit pas se mentir. Merci beaucoup. [Applaudissements]

Pascal Praz. - Merci. Alors, finalement, M. Berindei, est-ce que, après 20 ans, la Roumanie est devenue européenne ? Est-ce que cela n'a pas été trop vite ? Est-ce qu'on n'a pas eu trop d'attentes dans tout ça ? Est-ce que 20 ans suffisent à rattraper l'Histoire ?

Mihnea Berindei. - Vous voyez, la Roumanie est devenue membre de l'Union européenne en 2007. Je pense – et j'ai pensé déjà à l'époque, même avant – que l'accession de la Roumanie à l'Union européenne a été prématurée. La Roumanie

n'était pas prête pour entrer dans l'Union européenne. Finalement, si on regarde l'histoire de l'évolution de la situation roumaine après '90, on se rend compte que toutes les réformes qui ont été faites, ont été faites sous pression, en vue de l'intégration d'abord dans l'OTAN, ensuite dans l'Union européenne. Ce qui s'est passé après 2007 dans le domaine de la justice, par exemple, est significatif. On a fait, en fait, un retour en arrière, même par rapport à la petite avancée qui était obtenue. En ce qui concerne la corruption, c'est évident que la classe politique s'est arrangée pour qu'il n'y ait pas de réel effort et de réel contre-ordre. Cela étant, il faut prendre les choses comme elles sont. A l'heure actuelle, la Roumanie est un pays dans lequel le discours qui consiste à dire : « Rien n'a été fait en 20 ans ; c'est la même chose ! » est faux. Il y a beaucoup de choses qui ont changé. Et ce qui a changé, avant tout, c'est l'attitude des gens. Il n'y a pas de changement de mentalité ; on n'est pas encore sorti du communisme ; ce n'est pas un changement de mentalité total. On n'est pas réellement sorti du communisme. Cela étant, on a une « société civile » maintenant, qui commence à exister, qui progresse et qui pourrait aider. L'OVR est un des exemples prouvant que c'est possible. Il y a aussi une classe d'entrepreneurs – moyennes entreprises, petites entreprises – qui commence à fonctionner. Malgré la crise actuelle, je vois des jeunes qui retournent d'Italie, d'Espagne, parce qu'ils n'ont plus de travail, les Roumains qui sont partis il y a plusieurs années, plus d'un million de Roumains qui travaillaient et qui envoyaient beaucoup d'argent en Roumanie. Il y en a beaucoup qui rentrent. Il y a des secteurs dans lesquels ils trouvent du travail, par exemple dans le bâtiment. On ne trouvait plus d'ouvriers spécialisés en Roumanie parce que ils étaient tous en Italie, ou en Espagne, ou au Portugal ! Là, les choses changent. C'est vrai aussi pour quelques entreprises d'informatique, qui peuvent payer des salaires comparables aux salaires occidentaux. Donc, il faut retrouver dans le pays des jeunes qui étaient partis pour aller travailler ailleurs. C'est un début. Probablement que la crise actuelle va affecter ce mouvement ; c'est évident. Mais c'est un mouvement qui ne peut pas être arrêté. Il y a une cassure entre la classe politique et la société. La classe politique, dans son ensemble, a déçu. La participation au vote, de plus en plus faible, est l'expression de cette désaffection, disons, par rapport à la classe politique, au Parlement, au gouvernement même. Ce sont les institutions qui, dans les sondages, obtiennent le moins d'adhésion. Je ne sais pas comment finir, en fait, parce que je vous ai dit ce que je pense de la Roumanie actuelle dans cette société en marche. Ce n'est pas... Je ne suis pas d'accord que c'est catastrophique, ce qui se passe. Je ne pense pas. Je pense qu'il y a une réaction, justement parce que les gens commencent – comme dit Francisc – à dire : « Je m'en fous de la classe politique ; je vais voter contre eux dans quatre ans ! » ; c'est une bonne réaction. Aussi le fait de dire : « Nous, on se débrouille ; on fait ce qu'il faut faire ; c'est leur travail. S'ils ne le font pas, on ne vote plus pour eux ! » ; ça, c'est plutôt positif. Il faudrait

encourager surtout la « société civile ». Donc, tout ce qui est de..., ce qui peut venir de la part de la société civile, comme l'OVR, doit être soutenu ! Je crois que c'est la seule solution. [Applaudissements]

Pascal Praz.- Merci, M. Berindei. Miruna, chez vous, on entend dire : « Les Roumains ont-ils vraiment encore besoin des petits Suisses ? » Là, j'ai dit *besoin*, mais cela pourrait être *envie de partager, envie d'expériences*. Vous en pensez quoi ? Avons-nous encore un rôle ?

Miruna Coca-Cozma.- J'ai dit, dans ma première intervention, que je suis très touchée de participer à cette table ronde. Vous savez, quand je suis arrivée en Suisse, il y a dix ans, j'ai beaucoup entendu parler de l'Opération Villages Roumains. Et je pense que ce à quoi on arrive, autour de cette table ronde, notre capacité aussi de colère – quand je regarde notre collègue Daniel Popescu –, cela montre la complexité des tensions et des émotions que l'on retrouve en Roumanie. Il y a beaucoup de gens qui pourraient aussi être en colère ; il y a beaucoup de gens qui se sont apaisés ; il y a beaucoup de gens qui disent : « C'est un pays en marche ». Il y a en a d'autres qui disent : « Rien ne marche. C'est catastrophique ! » Ça montre tout à fait la complexité d'un pays qui est en train de bouger. Parce que, s'il y a des idées contradictoires, c'est un pays qui bouge

énormément, qui est en train de grandir, d'une certaine manière. Et je dis ça parce que, chaque fois que je pense à Opération Villages Roumains, qui a pris cette initiative qui, pour moi, est l'image même de l'esprit suisse, cette capacité absolument incroyable de déplacer des montagnes en parlant du citoyen, c'est ça la Suisse... [Applaudissements]



Photo Hubert ROSSEL

vraiment. Et c'est le sens d'Opération Villages Roumains. Et je me suis dit : « Quand, en Roumanie, allons-nous retrouver cet esprit de se dire *J'aime celui qui est à côté de moi*, même dans un même immeuble, ce qui – parfois – n'est pas le cas en Roumanie ». Et peut-être que, dans 20 ans, on pensera à notre ami de Bulgarie, à notre ami de Russie, et peut-être à un autre ami de Hongrie. Ici, donc, pour répondre à votre question, bien entendu que nous avons besoin de la Suisse, comme la Suisse a besoin de nous aussi. Maintenant, 20 ans après la Révolution, je

pense que l'expérience suisse, le regard – comment dirais-je... – rempli de tendresse que la Suisse a eu par rapport à la Roumanie, est quelque chose de tellement précieux, de tellement important, que je pense qu'on ne peut pas, comme ça, se dire : « Non, on n'a plus besoin de ça ! » Ce ne sont pas des camions avec des habits ; ce ne sont pas des gens qui viennent construire des routes ou autre chose. C'est au-delà de cela ! C'est pour cela que j'ai été extrêmement gênée quand on a parlé, dans la campagne de mi-février, comme on a pu l'entendre, ici à Genève. On ne pouvait pas parler comme ça de la Roumanie ! Et il y a Opération Villages Roumains qui démontre tout le contraire, de part les relations extrêmement profondes qui lient nos deux pays ! Ce sont quand-même des liens très importants, des liens historiques. On ne peut pas se permettre de perdre ces liens, qui sont quelque chose de si précieux, ces liens qui unissent la Suisse et la Roumanie. Je vous remercie. [Applaudissements]

Pascal Praz.- Merci. Et, maintenant, Francisc, avec tout cela, ne va-t-il pas rester que des relations amicales de type jumelages franco-allemands ? Est-ce que c'est vers cela qu'on se dirige ? Et risquons-nous de perdre aussi, avec cela, toute l'expérience de l'Opération Villages Roumains ? N'est-ce pas le danger ?

Francisc Giurgiu.- C'est une question pour le futur. Moi, je pense que, normalement, cette solidarité, cette action de l'être est une action très complexe. Et qu'avec tous les pays occidentaux, n'importe lesquels – que ce soit la Belgique, la France, la Suisse, l'Angleterre –, c'est une action unique qui se passe entre les pays occidentaux et la Roumanie. Pourquoi ? Après la chute de Ceaușescu, tous les pays du bloc communiste ont connu la même situation. Tous les villages des pays du bloc communiste ont connu le même problème. Moi, je pense que la solidarité envers les villages roumains, pour les communes roumaines, a d'abord été une réaction du cœur et, par la suite seulement, une action de solidarité pour résister au plan de systématisation de Ceaușescu vis-à-vis des villages. Et la deuxième chose que je pense aussi est que la Roumanie est un pays latin, un pays proche de votre langue et proche de l'Europe, bien sûr. La Roumanie fait partie de l'Europe, même quand on était dans le bloc communiste. Toute l'Europe, dans ce contexte, se développe avec les indépendances. Chaque communauté locale, chaque pays va trouver dans l'autre partenaire son identité, sa culture, son hospitalité, ses besoins. Ce n'est pas un modèle unique qui sera planté dans tous les villages. Chaque pays a fait ce qu'il veut ; il a développé des projets pour lesquels il a besoin d'un partenaire et, après, pour le futur, comme on l'a vu ce matin⁶, je pense que nous avons encore beaucoup de choses à découvrir entre nous. Parce que nous, Roumains, depuis la chute de Ceaușescu, nous avons passé 20 ans dans le système démocratique. Actuellement, nous sommes entrés dans

⁶ Allusion au film d'Alex Décote, *20 ans – OVR-Suisse – 1989-2009*.

l'Europe⁷. Et moi, chaque fois que je demande à mes collègues : « Qu'est-ce que vous avez comme sentiment, des années après la chute de Ceaușescu ? », ils me répondent : « Nous avons changé de dictature ; nous avons trouvé une nouvelle dictature, celle de l'Europe ! Nous sommes tout le temps dans la même crise ». Parce que tout le monde parle de crise financière, non ? Et je leur demande : « Est-ce que vous avez des problèmes ? » Réponse : « Non, jamais ! Parce que je me suis habitué avec la crise... Donc ce n'est pas un problème ! » Et je pense qu'ils disent tous la vérité. Dans le film de ce matin, j'ai vu cette scène où l'on découpe le cochon... Nous avons interdit de faire cela actuellement, mais tous les paysans font la même chose ! La loi existe, mais personne ne la respecte ! Nous coupons le cochon de la même manière ; nous mangeons de la même manière ; nous faisons le vin de la même manière. Ce que je sens, c'est que nous avons beaucoup de lois qui arrivent. Personne ne dit quelque chose, mais personne ne les respecte. C'est la PAC, c'est l'Europe en cause⁸ ! Et, comme l'a dit dans le film ce monsieur de Gherla : « En deux jours, nous avons franchi dix ans, pour la démocratie, pour le trajet accompli ! » Dans notre contexte, la Roumanie et la Suisse, les autorités suisses et les autorités roumaines, auront toujours du travail. Pas pour « aider », mais pour rénover les écoles ou les maisons. Toujours, il y aura quelque chose à faire ensemble, parce que ça, c'est notre mission sur la terre : travailler ensemble ! C'est ce que je pense. L'amitié suisse-roumaine, c'est ça : la citoyenneté et le travail fait ensemble. Dans n'importe quelle direction, parce que notre fête c'est ça. Suisse-Roumanie, Roumanie-Suisse. Merci. [Applaudissements]

3. Partenariat avec « notre village », vision d'avenir

Pascal Praz. - Merci, Francisc. Comme le temps avance, je vous propose de passer au troisième volet qui est : Partenariat avec « notre village », vision d'avenir. Alors, M. Vasos, vous êtes la jeunesse roumaine. Apprendre en Suisse, est-ce vraiment un plus ? Mais un plus pour un retour à la vraie vie, en Roumanie, ou un plus pour mener une vie active dans un autre pays de l'Europe de l'Ouest ?

Paul Vasos. - Merci pour cette interpellation. Pour parler un peu au nom des collaborations sur la durée scientifique, je dirais que c'est vrai, il y a de l'argent pour faire des collaborations en ce moment. Mais, comme pour toute autre chose, il faut regarder les frontières, et on ne va pas pouvoir clarifier à l'avance ces questions de frontières. Je vais faire une comparaison. En ce moment, aux Etats-Unis, avec la crise économique, ils ont tous décidé qu'on devait injecter de l'argent dans les systèmes publics, pour soutenir les emplois. Donc, il y a beaucoup d'argent qui va partir dans les universités, actuellement, pour sou-

tenir les emplois des professeurs, des chercheurs, etc. Cela représente des sommes immenses, mais qui sont allouées sur des durées déterminées – sur deux ans – et qui sont surtout consacrées à l'achat de matériel. Ce qui va se passer, c'est qu'on va développer des laboratoires, des nouveaux centres d'études, etc., avec cet argent qui va exister pendant quelques années. Mais qu'est-ce qui va se passer après, si on ne peut plus les soutenir ? C'est une question qui est aussi valable pour la coopération dans l'Europe, pour la collaboration entre la Suisse et la Roumanie. Il y a eu beaucoup de fonds qui ont été injectés pour des collaborations entre la Suisse et la Roumanie, mais qui, maintenant, commencent à s'affaiblir graduellement. Et, à la place d'encourager directement les collaborations directes, on met en place plutôt des collaborations qui prennent aussi en compte les pays qui sont au-delà de la frontière des



Photo Hubert ROSSEL

pays de l'Est, un peu plus lointains, comme la Moldavie, la Georgie, etc. Et cela se fait au détriment des fonds directs pour la Roumanie. Je pense qu'il faut avoir des critères, au-delà de la décision politique. On va essayer de faire quelque chose avec de l'argent. On doit avoir des critères pour se dire : « Quand est-ce que notre action a eu un succès, des suites ? » Et, si on

parle de l'action pour soutenir les communautés locales, je pense que le critère à prendre doit être la valeur de la terre. La terre a toujours été importante pour les villageois. Et maintenant, elle a un prix de plus en plus faible : personne ne veut plus travailler la terre, parce que les produits ne se vendent pas bien. Je pense que l'action de soutien, on peut dire qu'elle a eu du succès quand la terre avait de la valeur. Je pense que c'est Rousseau qui disait qu'il y avait la guerre partout dans le monde, mais que la terre était en paix. Ça veut dire que si les gens se querellaient localement, la terre assurait une paix globale. Et c'est ce qui se passait toujours dans la Roumanie, dans le passé. Les gens se querellaient toujours dans les villages pour la terre, mais la société allait bien. Maintenant, personne ne se querelle pour la terre. Maintenant, les gens se passent les terrains de l'un à l'autre, comme on se passe une responsabilité trop lourde. Donc, si on doit trouver des critères précis, voilà, un critère précis. Je suis aussi d'accord qu'on doit encourager la « société civile », parce que c'est le système qui

⁷ L'Union européenne, bien sûr ! [ndlr]

⁸ PAC : la Politique agricole commune de l'UE. [ndlr]

doit injecter quelque chose dans cet état « flou » où se trouvent maintenant les gens, tant les villageois que les habitants des villes. Ils ne savent pas ce qu'ils vont devenir, si c'est bien d'être dans les villes ou les petits villages d'un point de vue économique. Je pense que, pour cela, il faut les encourager et redonner du prestige au travail de la terre, comme ça se fait en Valais. Les gens sont fiers d'avoir leur vin valaisan, de vendre des produits fermiers. C'est ce qui devrait se passer maintenant aussi en Roumanie, à travers l'action des médias et des actions civiles. Merci beaucoup. [Applaudissements]

Pascal Praz.- Merci. Merci pour l'a-partie valaisan ! Peut-être on finit par un petit tour de table avec quelques questions et on fait une dernière partie de questions à la fin ?

Quelqu'un dans la salle.- Je pense qu'il faudrait élargir la table ronde ; il faudrait inclure aussi d'autres personnes dans la table ronde.

Mihnea Berindei.- Bien sûr!

Pascal Praz.- Le « truc », c'est qu'il reste dix minutes, hein... Vous n'êtes pas le seul à lever la main ; allez-y !

Quelqu'un dans la salle.- Je voudrais faire remarquer que, aujourd'hui, nous avons eu l'occasion d'apprécier, une fois de plus, la fantastique efficacité de cette organisation. Et ce serait dommage qu'elle s'arrête ! Un organisme, pour continuer d'exister, doit s'adapter à l'environnement. C'est la première condition de longue vie. Et je pense que, si au début, cette organisation a aidé matériellement les Roumains, le vieil adage dit que, pour aider matériellement quelqu'un qui a faim, il ne faut pas lui donner un poisson mais une ligne de pêche. Je pense que le moment est venu de donner une ligne de pêche. Ce que je trouve, personnellement, qu'il manque en ce moment en Roumanie, c'est la confiance et la connaissance par la base de la population de la valeur des droits civiques. Les plus de 50 ans n'ont pas connu ça, ils ne se rendent pas compte de leur force... Et je pense que c'est là, la ligne de pêche que la Suisse, à travers cette organisation ou une autre, doit offrir aux Roumains, à la « base » de la Roumanie, pas à la classe politique. Parce que c'est les jeunes de la base qui veulent apprendre et qui sont prêts à le faire. Donc, si on trouvait les moyens – quels qu'ils soient, on peut en discuter – pour enseigner aux Roumains ce que peuvent apporter les droits civiques... Merci beaucoup.

Pascal Praz.- Merci. Il y avait une question d'Alex Décotte, dans le coin.

Alex Décotte.- Oui, c'est plutôt un avis, relativement bête. Dans un premier temps on a apporté, modestement, des éléments matériels puis, aussi, une réflexion sur la structure de ce que peut être un Etat non communiste. Et je pense qu'aujourd'hui, ce que nous pouvons apporter – le terme est peut-être un petit peu trop profond ou trop sérieux mais... –, c'est d'aider à dire que la morale existe. A travers des années, et parfois

même des siècles de corruption, je pense à la partie plutôt ottomane des siècles passés, après des décennies de communisme, vous vous êtes bien aperçus que, dans ce pays, en réalité, la seule entité dans laquelle on est en presque totale sécurité, c'est la famille ! Parce que, au-delà de la famille, ou bien on était en danger, auparavant, d'être dénoncé, ou bien, aujourd'hui, on est en danger simplement d'être soumis à la corruption, dans un sens ou dans l'autre. Et la corruption, je rejoins totalement sur ce point l'avis de M. Popescu, ici présent, ça gangrène le pays ! Or, comment peut-on faire ? Pour moi, en tous cas, et je suis d'accord avec vous, monsieur, en partant de la base, rappeler que nous avons un droit et que les citoyens ont un droit et un devoir d'indignation et de dénonciation. C'est-à-dire que, pour prendre l'exemple d'un hôpital, nous pourrions le dénoncer : lorsque quelqu'un pour faire soigner sa maman ou son cousin, doit commencer par aller donner de l'argent pour avoir le droit à un oreiller, pour avoir le droit à un pot de chambre, pour avoir le droit à ce qu'on nettoie, à ce qu'on lave ces gens pendant la nuit, ce n'est pas acceptable. Nous sommes tous d'accord. Mais, à l'intérieur même de la Roumanie, comment ? Par rapport à la dictature précédemment, personne n'ose vraiment le dire, en se disant : « Mais moi, j'aurais peut-être besoin aussi de l'hôpital ! » Alors qu'est-ce qu'on va dénoncer ? Commençons par dire que c'est inacceptable, anormal. Peut-être que le crédit que nous avons acquis, nous avec l'OVR, et avec une certaine pratique de l'expression – on parlait tout à l'heure des portes des Maramureș et des portails d'Internet –, peut-être pourrait-on créer un portail d'Internet dans lequel, comment dirais-je..., nous garantirions l'authenticité d'un certain nombre d'informations liées à la corruption, qui remonteraient là-bas... parce que, sur Google maintenant, il suffit d'appuyer sur traduction et la traduction en roumain apparaît, immédiate. Donc, battons-nous pour ça, mais battons-nous surtout pour dire à chacun qu'il a le droit et le devoir de ne pas accepter la corruption, mais, surtout, le droit et le devoir de ne pas en être le complice ! Lorsqu'on aura avancé là-dessus, je pense que l'on pourra avancer sur bien d'autres choses et que les domaines purement matériels d'aujourd'hui nous dépassent un peu. Merci. [Applaudissements]

Pascal Praz.- Merci, Alex. Puisque nous faisons notre tour, dans cette vision de l'avenir, je vais passer la parole à M. Python, de la DDC, puisque, en fait, dans son intervention, M. Vassos a également relevé que les fonds de soutien partaient toujours plus à l'Est. Quel est l'avis de la Confédération à ce sujet ? Apparemment, depuis un an ou deux, il n'y a plus de fonds à disposition pour la Roumanie. Quelle est la vision d'avenir de la DDC par rapport à la Roumanie ?

Roland Python.- Il y a deux questions. Les fonds pour la transition se sont terminés en 2007, avec l'accession de la Roumanie à l'Union européenne. Moi-même, j'étais avec ma famille, de 2001 à 2006, en Bulgarie. Donc on a suivi de très près les processus d'accession de la Bulgarie et de la Roumanie et,

nous-mêmes, étant sur place, on était assez choqués que la Confédération stoppe en disant : « Attention, *accession* ne veut pas dire *fin de la transition* ». Mais là, en dépassant le stade de l'émotion, il y a moins de place pour l'émotion ! Il y a des réalités qui se passent. Ces pays sont entrés dans l'Union européenne. Avec les 10 autres pays en 2004, c'est clair que c'est une énorme contribution en faveur de la sécurité, de la stabilité et de la prospérité en Europe. Ça, on ne peut pas le nier. En particulier, l'effort incroyable de l'Union européenne qui finance des programmes pour que ces pays arrivent à réduire leurs disparités avec le reste de l'Union européenne. C'est clair que la Roumanie est encore un tout petit peu en retard par rapport aux dix autres pays qui sont rentrés en 2004. Et la contribution



Photo Hubert ROSSEL

suisse d'un milliard, qui a été aussi approuvée par l'Europe, en 2007, sera étendue, en tous cas on l'espère, c'est prévu, vous l'avez votée – et je l'ai aussi votée – pour la loi de l'extension à la Roumanie et à la Bulgarie. Nous sommes en train de préparer le message pour le Parlement. Nous espérons que le crédit sera approuvé à la fin de l'année pour un crédit à la Bulgarie et la Roumanie. Bon ! Comment procède-t-on ? Quelles sont nos priorités ? Alors là, il faut être clair. Il y a un changement de mentalité ; il y a un changement d'approche qui intervient, qu'on le veuille ou non. Avec la transition, nous étions très, très impliqués dans la mise en œuvre des projets. On était même assez impératifs ; on disait : « Pour ce projet, là, on aimerait que vous fassiez ça et on vous financera ». Maintenant, nous avons un autre système. Ce sont les pays qui viennent avec leurs propositions, que ce soient les municipalités, que ce soit un ministère. Alors, ça c'est un changement ! On peut être d'accord ou ne pas être d'accord. On sait qu'en Roumanie on a des problèmes de transparence, d'efficacité. On a donc mis en place une série de mesures de contrôle. Mais ça n'empêche pas que les idées et les projets viennent des partenaires sur place ! Parce que, avec l'accession à l'Union européenne, avec les 20 ans qui se sont passés depuis..., ils ont eu une période de transition ; ils se sont développés ; ils ont quand même avancé. Ils ont avancé ; ils ont développé des stratégies ; ils ont une vision ; ils savent vers où ils veulent aller. Il y a un esprit civique qui s'est mis en

place, un petit peu. Donc, nous avons confiance que les acteurs sur place sont à même de venir avec leurs propositions. Nous avons eu des discussions avec le gouvernement, avec les ministères, pour voir dans quels domaines nous allons employer ces ressources. Nous avons une exigence, par exemple un financement, les critères, les appels de projets, les mises au concours, etc., pour qu'ils sachent ce qui se passe. Nous avons une exigence sur les contrôles, mais nous privilégions le partenaire sur place. Voyons maintenant dans quels domaines nous sommes actifs. Mais nous croyons – et nous l'avons maintenant dans les 10 autres pays où nous sommes actifs – nous avons deux composantes fortes. La première est un fonds pour la *société civile* ; donc des associations sur place peuvent demander le financement de projets. Ce sont des fonds importants, avec des critères de distribution. Et nous avons un fonds pour les *partenariats*, dans le sens que nous croyons à la coopération, à la valeur de ces partenariats. Maintenant, ce n'est pas pour nous emparer de votre travail, mais pour financer des choses complémentaires ! Vous ne pouvez pas tout financer. Si, avec vos relations, vos contacts, vous voyez : « Ah ! Mais ça, vraiment, mais qu'est-ce qui se passe ? » On a des exemples dans la gestion des sources ; ça, ça va. On a des capacités pour aider ces pays, ces municipalités. On peut les accompagner à la réalisation des projets qu'ils veulent. On le peut. Il y aura des fonds là où un financement est possible pour ces partenaires. Bien entendu, le Parlement, on l'espère, va se décider avant la fin de l'année et, avec la suite du processus, je pense que ce sera prévu pour 2010. Mais je ne veux pas vous cacher que ce sera plutôt décembre que janvier [Réactions dans la salle]. Mais commencez déjà à réfléchir, parce que ce sera trop tard de se dire en 2010 : « Ah ! Je vais commencer à faire quelque chose ». Voilà la proposition suisse, si je raccourcis extrêmement fort, pour essayer de la cerner par rapport aux collaborations avec vos initiatives. Pour d'autres renseignements, on a un site Internet et on peut toujours répondre à vos questions. Même après⁹. [Applaudissements]

Pascal Praz. - Merci, M. Python. Et j'espère que, quand vous aurez un petit peu plus d'informations, vous penserez à l'OVR et qu'on pourra essayer, ensuite, de proposer à nos membres de secouer un petit peu le cocotier – bien qu'il n'y ait pas de cocotier en Roumanie – chez leurs partenaires, pour que des projets puissent être montés. Mais, finalement – et puisque l'heure tourne et que nous allons devoir libérer cette salle pour la chorale, qui doit se chauffer – une dernière question qui va terminer cette table ronde. Cette question, j'aimerais la poser à Francisc parce que c'est, finalement, en coulisse ce que l'on entend, c'est la question que tout le monde attend : « Mais, aujourd'hui, dans mon village, qu'est-ce que je peux encore faire ? »

⁹ Portail d'information sur la contribution de la Suisse à l'élargissement de l'UE : <http://www.eda.ch/eda/fr>.

Francisc Giurgiu. - [Désire répondre en roumain, vu la complexité de la question ; Paul Vasos assure la traduction en français.] La question est complexe dans le sens où chaque communauté, chaque village a des besoins différents. On ne peut pas uniformiser les problèmes. Après 20 ans d'expériences dans le cadre de l'OVR, la meilleure solution pour trouver des projets en commun est de générer des petites assemblées de citoyens, auxquelles poser la même question que celle que Pascal vient de poser ici. On va vraisemblablement se trouver devant la surprise que dans telle commune, dans tel village, il y a un projet qui est initié par la mairie, mais qui n'est pas du tout accepté par la communauté ou, inversement, c'est la communauté qui suggère un projet et c'est la mairie qui ne l'accepte pas. Il y a un manque de dialogue entre l'administration et les citoyens. Nous, avec l'expérience de nos 20 ans, on voit les choses réelles ! Un pouvoir politique se met en place après des élections locales et il leur faudra une année, une année et demie pour connaître le problème ; ils travaillent pendant une demi-année et voilà que la campagne électorale et les mandats doivent changer pour l'année prochaine...

Daniel Popescu. - Et ça, c'est pas la catastrophe, hein ! Ce n'est pas la catastrophe. Ça, c'est la démocratie roumaine !... Merci beaucoup, monsieur !... [interrompant et applaudissant]

Francisc Giurgiu. - ... Personne n'a eu le courage d'affronter les problèmes. Et ça, c'est ce qu'il y a de plus important : la décentralisation. Mais depuis quelques mois, cette affaire est coincée et voilà déjà les réactions... Aussi, au niveau des admi-

nistrations publiques, à celui des services, les maires se posent des questions, mais il n'y a pas d'argent. Les directions sont en train de penser qu'ils vont passer au chômage et des gens se disent : « Mais ils ne font rien ! Ils ne font que se bagarrer ! » Et c'est à la « société civile » de prendre contact avec le pouvoir politique et d'affronter les problèmes qui sont importants pour la communauté ! Et je voudrais dire encore bien des choses en finale : en 2008, il y a eu des élections locales, au mois de juin ; au mois de novembre, il y a eu des élections parlementaires ; au mois de juin 2009, il y aura des élections européennes ; en novembre 2009, il y aura des élections présidentielles. Pendant deux ans, qui va travailler ? Parce qu'on a appris à faire de la politique ; les paysans ont bien appris à faire de la politique ! La politique, en Roumanie... On ne fait pas beaucoup de boulot ; on fait autre chose. Et les problèmes se répandent. Il faut revenir les pieds sur terre et réfléchir... Et, lentement, on va arriver au même niveau que les pays occidentaux. [Applaudissements]

Pascal Praz. - Merci. Le temps passe ; il est temps de libérer la salle. Je mets donc un point final à cette table ronde en vous remerciant de votre participation. Il y aurait encore beaucoup de questions, je sais. J'en ai encore aussi toute une page. Alors, j'aurais envie de vous proposer de revenir l'année prochaine pour continuer la discussion. Alors, un tout grand merci à toutes et tous pour votre participation à cette table ronde et rendez-vous à 17 heures pour le spectacle. [Applaudissements]

Transposition : Hubert ROSSEL

COURRIER DES LECTEURS – Vous avez la parole

« **Concerne** : le communiqué de presse de l'agence Mediafax publié par Laura MITRAN, le 27 février 2009, et traduit par Alain NICOLA, publié dans les pages 2-3 du Réseau No 34, du mois d'avril 2009, sous le titre « Les 20 ans d'OVR en Roumanie ».

Mesdames, Messieurs,

Je tiens à mettre au clair un fait qui me paraît d'une importance primordiale, que j'ai voulu vous communiquer lors de la « Table ronde » du 2 Mai 2009 à Crissier. Faute de temps, je n'ai pas eu la parole, donc je le mets par écrit.

Il s'agit de l'article cité en marge, au dernier paragraphe de la page 2 : « *Après la Révolution de 1989, les villages roumains ont reçu de l'aide humanitaire de la part des communes qui les ont adoptés, tandis que les paysans roumains ont visité les localités occidentales jumelées* ».

Cependant, l'action d'OVR n'a pas commencé après la révolution de 1989, mais bien avant !

Déjà au début du printemps 1989, lorsque M^{me} Michèle VIGNARD annonçait à la Télévision Suisse Romande la constitution de l'OVR-Suisse, notre association était déjà en train de parfaire ses statuts.

Le 10 mai 1989, lors de l'inauguration de notre Association contre la destruction des Villages, Monuments et Sites historiques en Roumanie, M^{me} Henriette BYRDE, notre présidente, a offert à M^{me} Vignard, invitée d'honneur à cette inauguration, l'aide de nos membres roumains, pour aller dans les réunions des villages vaudois, avant le départ de leurs camions avec des aides pour les villages roumains parrainés, afin de leur donner des conseils pour le difficile passage aux douanes communistes. Et notre association s'est quittée en visitant, tard le soir, plusieurs de ces villages.

Ce que je tiens à souligner c'est que les villages OVR se sont mobilisés déjà durant l'année 1989, avec les risques que l'on connaissait, sans savoir quel serait le cours de l'histoire ni d'attendre à avoir une Révolution, et que personne ne pouvait pressentir d'être sauf dans sa mission d'aide à la Roumanie.

Et je trouve que le mérite d'OVR d'avoir eu une si grande ouverture vers un pays communiste, avec ses périls insoupçonnés, mérite d'être reconnu et félicité.

Cordialement,

Sanda BUDIŞ, Lutry »

Nouvelles de la « Maison OVR »

Avancement des travaux

La Maison OVR continue sa lente mue au gré de l'engagement de ses membres. La première étape consistant à en rénover complètement la toiture – charpente comprise – a été achevée en avril de cette année, avec la pose des chéneaux. Coût total des travaux (170 m²) : CHF 15 686.-. Une idée géniale de Ionel Covrig, membre du comité OVR-RO,



Photo Christiane BÉGUIN

Etat de la maison en avril 2008. Le toit de la partie droite a déjà été restauré.

coordinateur et responsable du projet sur place, a été de surélever tout le toit de plus d'un mètre. Ce qui va permettre, dans un second projet, d'aménager dans la partie gauche des combles un dortoir d'une quinzaine de places au moins, la partie



Photo Christiane BÉGUIN

Vue de la partie gauche de la maison en avril 2008, avant restauration

droite des combles étant réservée à l'entreposage de matériel.

Jusqu'à ce jour, les frais engagés dans cette rénovation ont été entièrement couverts par OVR-CH, en grande partie grâce à l'action « une brique pour la Maison OVR » et à divers dons de ses associations. Pour la suite, OVR-RO a déjà reçu plusieurs promesses de don en euros de la part d'autres associations occidentales.



Photo Christiane BÉGUIN

Situation en juin 2009. Le toit de la partie gauche a été rehaussé et présente une symétrie avec l'autre partie.

D'autre part, OVR-RO et OVR-CH ont pris contact à Bruxelles, ce printemps, avec la représentante du département de Mureş en vue de présenter un projet de demande de subvention soutenant la réalisation de la Maison OVR.



Photo Christiane BÉGUIN

Situation en juin 2009, après le rehaussement du toit de la partie gauche de la maison.

Alors, si vous passez cet été en Roumanie, venez visiter la vallée de la Mureș et faites une halte à Morăreni y découvrir la Maison OVR. De plus, à l'entrés du village, côté Reghin, un petit complexe hôtelier est prêt à vous y accueillir pour la nuit.

Premier chantier de jeunes à la Maison OVR

Du 16 au 30 juillet 2009, la Maison OVR sera envahie par une douzaine de jeunes filles âgées de 15 à 17 ans, encadrées par deux responsables, – tous scouts appartenant à la 7^e unité Ste-Anne de Lessines, dans le Hainaut Ouest, et rattachés aux Guides Catholiques de Belgique –, pour un camp-chantier d'une semaine. Le premier chantier de la Maison OVR... Enfin on y est, c'est parti ! Il s'agira de vider la maison, d'arracher plafonds et tapisseries, de démolir la salle de bain, etc., de travaux d'entretien et de débroussaillage du jardin. Le chantier sera coordonné par un responsable chef de chantier, jeune retraité, venant de Suisse. Le reste du séjour sera consacré à des excursions dans la région, visites culturelles, rencontres avec les habitants, loisirs et sport avec la jeunesse des lieux.

Un groupe de jeunes gens et jeunes filles de la paroisse catholique de Chișinău devait rejoindre le groupe belge et lui prêter main forte. Les événements politiques de ce printemps ont compliqué l'obtention de visas roumains pour les ressortissants

de la République moldave. Finalement, les autorisations nécessaires n'ont pu être obtenues et ces jeunes ne pourront venir cet été. Espérons que ce n'est que partie remise en 2010 ! Nous espérons toutefois la venue de quelques jeunes de la Moldavie roumaine, engagés dans des parrainages OVR actifs de cette région. Si tel est le cas, et que les travaux de déblaiement avancent bien, il y a encore des fouilles à creuser pour l'adduction d'eau de la rue à l'entrée de la maison.

C'est modeste pour la première année, mais nous espérons que cette expérience tentera d'autres groupes, professionnels ou maîtres d'œuvre, ayant du temps, de l'énergie, des idées et des compétences, il en faut quelquefois, pour s'engager aux côtés d'OVR-RO dans cette belle aventure.

Christiane BÉGUIN

[Texte écrit avant le camp, ndlr]

Tout don pour la Maison OVR est le bienvenu !

Compte ouvert en CHF

BANCĂ ROMÂNĂ DE DEZVOLTARE à Reghin

Titulaire du compte : ANCSR-OVR ROMANIA
IBAN : RO81BRDE270SV28289792700
SWIFT: BRDEROBU

Compte ouvert en €

BANCĂ ROMÂNĂ DE DEZVOLTARE à Reghin

Titulaire du compte : ANCSR-OVR ROMANIA
IBAN : RO75BRDE270SV43511152700
SWIFT: BRDEROBU

A propos du camp-chantier des « Guides Horizon »

L'abondance des informations contenues dans ce numéro ne nous permet pas de vous présenter un compte-rendu du camp des « Guides Horizon », dont il est question ci-dessus. Mais les jeunes filles vont relater par écrit les faits marquants de leur voyage et de leur camp ; et nous avons bien



l'intention de leur demander le droit d'en publier des extraits significatifs. Ce seront des témoignages de première main !

De plus, nous avons demandé au responsable du chantier, un Suisse de Saint-Légier (VD), de nous présenter sa vision du camp-chantier dont il a eu la responsabilité.

Le camp fut une première pour moi. Une expérience enrichissante saupoudrée de rencontres inoubliables, de simples ingrédients pour aboutir à un camp extraordinaire. Merci à tous du chaleureux accueil dont nous avons abondamment profité !
Gérard / Jaguembomb

Ces différents éléments permettront de présenter, dans notre prochain Réseau, un « dossier spécial » sur le premier camp de la Maison OVR.

Pour l'instant, quelques témoignages laissés par des « Guides Horizon » dans le Livre d'or de la Maison OVR.

« Roumania »

Le raid cycliste de passage à Morăreni

Ici à Morăreni, il pleut... mais jusqu'à maintenant nous avons eu de la chance avec la météo. Hier, nous avons donc accueilli *Roumania* à Morăreni. Nous avons annoncé cette visite au maire de Rușii Munți, qui spontanément a proposé de les recevoir à la Mairie à leur arrivée et leur a offert une verrée. Ce qui



Photo Christiane BÉGUIN

Accueil des cyclistes à la Mairie de Rușii Munți

est une première pour OVR depuis qu'il est maire (plus de 10 ans...). Les cyclistes sont arrivés vers 11h45 à Rușii Munți. La caravane totale a compté 38 personnes et, pour les recevoir, nous avons invité la directrice de l'école, le secrétaire communal et deux employés de la mairie, les policiers de la commune (ils ont fait un peu la circulation à l'arrivée des cyclistes et ils ont proposé de parquer les vélos dans leur garage pendant le repas. Ils nous ont même aidés à transporter des Belges et des Français au restaurant. Hier, les cyclistes sont arrivés juste avant l'orage et au moment de la sortie de la messe (jour de fête paysanne « *Schimbarea Fațului* », le changement de la face, c'est à dire la fin de la période de l'été pour le travail rural. Cette coïncidence a fait que beaucoup de monde étaient présent à leur arrivée. Après la verrée à la mairie, la pluie redoublant de force, nous sommes allés directement au restaurant Montana, exactement dans la salle où avait été organisée une AG OVR-RO en 2006. Le patron a accepté de chauffer son four à pizza (ne fonctionne d'habitude que samedi et dimanche) et tous les participants ont été enchantés de manger une excellente pizza avec salade grecque et des crêpes au dessert. J'ai eu cette idée en pensant à notre voyage à Săliște quand nous avons mangés 6 fois d'excellentes *sarmale* en quelques jours. Et c'est exactement ce qui s'est passé pour eux : beaucoup de *mămăligă cu brânză* et de *sarmale*...

Nous avons pensé qu'ils ne resteraient que 2 à 3 heures, mais tout le monde s'est mis à discuter à table et ce n'est que vers 16h que nous sommes partis pour la visite de la Maison OVR. Il y a eu des gens posant d'excellentes questions et donnant de bons conseils. Sur place, je leur ai lu les textes que les jeunes filles ont laissés dans le Livre d'or que nous avons commencé. Ce fut un moment magique. Je leur ai expliqué en quelques phrases l'histoire et la destination de cette maison et l'esprit dans lequel il avait été décidé à OVR-I qu'elle serait édifée petit à petit. Il faut savoir que la majorité des membres présents à *Roumania* sont comme la plupart de nous, « des têtes blanches ». J'ai admiré leur dynamisme et leur engagement. J'ai discuté à table avec des gens dans la quarantaine découvrant pour la première fois la Roumanie. Cela a été très intéressant d'entendre leurs premières impressions et interrogations. Mais quand ils ont entendu les mots laissés par les jeunes scouts et vu sur place les travaux très durs réalisés par elles, plusieurs ont compris, senti ce que nous désirions développer avec cette Maison OVR. Il y a quelques personnes qui ont proposé que nous utilisions des éléments de bio-construction pour continuer sa restauration, qu'elle reste ainsi une demeure typique de la région, sans une modernisation autre que pratique.



Photo Christiane BÉGUIN

Au restaurant Montana de Morăreni

La météo ne s'améliorant que peu, vers la fin de l'après-midi, une partie des cyclistes reprit la route pour Gornești et un bus ramena ceux qui craignaient de rouler sur la chaussée glissante après tant de jours de canicule.

Christiane BÉGUIN

20 ans déjà ! – OVR et le monde rural roumain

5^e partie – Quel futur pour OVR ?

Tout au long des années, les membres d'OVR ont amassé une quantité impressionnante d'expériences qui, logiquement, devraient permettre de réaliser encore beaucoup de choses dans l'intérêt de la communauté rurale. Mais les premiers bénéficiaires – les membres d'OVR-RO –, comme les autres villageois et l'ensemble du milieu rural roumain, n'ont pas vraiment une idée précise de ce qu'est la « société civile », alors qu'elle commence à jouer un rôle de plus en plus important en Europe centrale et orientale (cf. GLENN J.K. : 2003 et PAPP A.Z. : 2002). Cela pourrait donc aussi être une fonction importante pour OVR-RO que de favoriser la prise de conscience de cette nouvelle dimension.

Cette approche est récurrente pour les responsables d'OVR-RO, et particulièrement pour son président. « *Que serait la vie rurale roumaine sans OVR-RO ?* », s'était-il déjà demandé à de nombreuses reprises (GIURGIU F. : 2002). Et, alors que « *le village roumain [était] aux portes de l'UE* » (GIURGIU F. : 2003a), il était évident pour lui – et il devenait même impératif ! – que « *l'association OVR-RO et le monde rural roumain* » soient intimement liés, aient un objectif commun, conjoint. Le travail d'OVR-RO se passe essentiellement au niveau rural, par la coordination des activités régionales et nationales sur la plan culturel et social avec, comme tout premier objectif, le développement de l'agriculture¹⁰ et les rencontres spécialement programmées pour les jeunes : « *les discussions tournent surtout autour des possibilités d'avenir pour le monde rural et le rôle qu'ils peuvent y jouer* » (GIURGIU F. : 2003b, 14).

Ces activités permettent de rayonner une nouvelle image d'OVR-RO à l'étranger et d'OVR en Roumanie, notamment par le développement d'activités internationales initiées de l'intérieur du

¹⁰ Des ateliers de réflexions et des groupes de travail se sont régulièrement tenus sur l'évolution de l'agriculture dans le pays et sur l'implication des associations OVR locales dans ce développement, que ce soit en Roumanie même, dès 1991, aux rencontres de Timișoara sur l'Agriculture et l'environnement (OPERATION VILLAGES ROUMAINS : 1992), en Suisse, lors des Assemblées générales annuelles (BICHSEL J.-H. : 2001), aux Pays-Bas, dans des circonstances similaires (van der SANDE W. : 2002), en France (LHOMEL E. : 2003a) ou en Belgique (PIRAS E. & de RAEVE R. : 2003). Ces quelques exemples du début de la réflexion sur le sujet attestent non seulement que la préoccupation n'est pas nouvelle mais que, plus encore, elle est un des fils rouges le long duquel s'est toujours articulée la réflexion sur le monde rural. Le dernier numéro de la revue d'OVR-F sur l'actualité de ses adhérents en milieu rural (*La Lettre du Réseau*, OVR-France, N° 09-2, juillet 2009, 10-11, 13) en est encore un bon reflet. Voir aussi : Hubert ROSSEL, « La Roumanie à la veille de son entrée dans l'Union européenne. L'extrême fragilité du monde rural », *Le Réseau*, N° 27, août 2006, 2-8 ; Christiane BÉGUIN & Ionel COVRIG, « Les bergers de la Vallée de la Mureș face à l'UE », *Le Réseau*, N° 29, mars 2007, 2-3.

pays lui-même, malgré les difficultés signalées plus haut. Sa vision de la situation est simple et ne présente aucune ambiguïté : « *Grâce à ces activités et au rôle fondateur que nous y avons joué, OVR-RO est cité dans les différents documents historiques officiels roumains comme un pionnier pour le développement du monde rural. (...) J'aimerais bien que l'OVR puisse obtenir de l'Union européenne sa reconnaissance officielle comme Organisation de coopération internationale pour le développement du monde rural en Roumanie* » (GIURGIU F. : 2003b, 14). Il existe déjà une reconnaissance intérieure de l'ONG *Opération villages Roumains* ; il serait souhaitable que cette reconnaissance soit officialisée internationalement, pour permettre une action facilitée sur le terrain, d'autant plus que cette coopération est décentralisée.

Et Francisc Giurgiu d'insister encore sur ce fait, dans sa communication lors de notre Assemblée générale, à Crissier, en mai dernier : « *Depuis 1990, le mouvement OVR a connu un succès local ; il a créé et a écrit l'« histoire locale », comme il a cimenté dans l'esprit de millions de citoyens la signification de ces trois lettres OVR (...)»*¹¹ ».

1. Des remises en question qui dérangent

Mais quelle signification, au fait ? Il y a *l'esprit*, et son héritage déjà inscrit dans l'Histoire¹² ; il y a *la lettre*, et la projection qu'on aimerait faire pour le mouvement OVR, sans renoncer à *l'esprit*, mais en adaptant *la lettre* au contexte actuel.

a) Etat de la situation

Les différents éléments présentés dans les quatre premières parties de cette analyse ont montré, entre autres choses, que *l'esprit* n'est plus ce qu'il était. On peut s'en réjouir, car cela peut être le signe d'une évolution et d'une adaptation saine. Mais la réalité est un peu différente. Si l'intention reste claire et pure dans *l'esprit* de chacun des membres OVR des coordinations occidentales, les moyens pour y arriver ne font plus l'unanimité au niveau des responsables et des membres de ces mêmes coordinations. Ce qui se vit depuis plusieurs années dans les coordinations occidentales au sein de la structure OVR-I montre clairement que la perception de la démarche OVR se fractionne progressivement.

¹¹ Vu son importance, la transcription de cette intervention est reprise comme éditorial de ce numéro du *Réseau*.

¹² Rappelons ce qui a déjà été dit à ce propos, dans la 3^e partie (*Le Réseau*, N° 33, décembre 2008, 11-12 & n. 8) à savoir que, pour ce qui touche la politique de systématisation, *Opération Villages Roumains* est l'organisation non gouvernementale (ONG) « *la plus efficace pour avoir attiré l'attention de la presse et pour avoir offert un soutien moral au peuple roumain* » (BĂRBULESCU M. & al. : 1998, 565-567).

Est-ce pour des questions de fond (de fonds !?) ou de forme ? Voire de simples questions de relation entre des personnes ? Ce qui faisait l'originalité du regard OVR et de son ouverture d'esprit est-il en train de s'effriter ?

La tendance actuelle, malgré les belles paroles de certains à ce sujet, n'est pas la tolérance et l'acceptation de la diversité. On peut la regretter, la critiquer, s'en offusquer, mais la réalité est bel et bien là pour nous le rappeler. Le dernier exemple en date concernant directement OVR-CH est celui des célébrations du 20^e anniversaire d'OVR à Bucarest, dans le cadre d'OVR-I. C'est à l'invitation *directe* de la coordination roumaine d'OVR – suite à l'étonnement du président d'OVR-RO de ne pas nous voir réagir à ses différentes invitations – que nous y sommes allés, et, grâce à son insistance personnelle auprès des coordinations OVR-F et OVR-CFB/DGB, nous avons reçu les invitations officielles nous permettant de nous y rendre...

La tendance actuelle est à la suppression des binômes, avec parfois un certain dédain dans le ton, parce que la dimension locale est souvent considérée comme de l'assistantat¹³. Il est utile de dire que cette approche ne correspond pas à la réalité ; elle peut même être la seule approche et la seule possibilité d'un développement réel et vrai au niveau local, selon la volonté des habitants. D'ailleurs, cela fait des années que Francisc Giurgiu nous répète que, « pour la Roumanie, il est important que la vie associative locale [formée des binômes décriés, ndlr] continue à exister et à se développer. La législation roumaine encourage d'ailleurs la création d'associations porteuses de projets, qui ont des objectifs bien précis. Chaque association locale est donc indispensable, car c'est elle qui connaît les problèmes concrets et sait sur quels sujets il faut travailler. Mais là, il y a un travail de conscientisation important à réaliser parce que, pour l'instant, les associations OVR en Roumanie ne prennent contact que quand il y a des problèmes »¹⁴.

La tendance actuelle est de se joindre à d'autres ONG autour de grands projets fédérateurs. Il est évident que le mouvement OVR ne doit pas rester isolé dans son coin et que, comme ONG elle-même, il peut (et doit, dans certains cas) collaborer avec d'autres et prendre position de manière ferme et nette. Son engagement dans le cadre de *Roșia Montană* est suffisamment éloquent à ce propos, de même que le soutien explicite et reconnaissant de l'Académie roumaine par la « Résolution » prise à Bucarest¹⁵.

¹³ « Chacun a tendance à se repositionner depuis l'entrée de la Roumanie dans l'Union européenne. La Suisse a tendance à rester dans une logique d'assistantat, alors que la France se situe davantage dans une logique relations entre partenaires ». Et, plus loin, à propos de l'évolution des échanges avec la Roumanie et de la nécessité d'amorcer un virage face à cette évolution : « Pour le moment, la Suisse, voire peut-être les Pays-Bas, ont quelques difficultés à amorcer ce virage ». Propos prêtés à Edith LHOMEL in : *La Lettre du Réseau*, OVR-France, N° 08-1, février 2008, 12.

¹⁴ Francisc GIURGIU, in : Procès-verbal du Conseil d'administration d'OVR-I, Reims, 10 novembre 2006, 5.

¹⁵ Ce texte, préparé par l'Académie roumaine et lu par le Professeur Mircea SÂNDULESCU, lors du colloque à Bucarest, a été proposé à l'assemblée pour qu'il soit adopté comme une « lettre officielle de la Conférence OVR Bucarest » et soit adressé aux autorités de l'Etat roumain « qui doit prendre soin, avant tout, de la protection du patrimoine national ». Il se trouve intégralement dans le numéro spécial, bilingue, du *Réseau* sorti à l'occasion des commémorations de Bucarest « OVR : Special 20 de ani – OVR : Spécial 20^e anniversaire ».

D'ailleurs, c'est Francisc aussi qui, parallèlement à ce qui vient d'être rapporté ci-dessus, insistait en même temps sur le fait que « dans le cadre d'OVR, il faut que nous réfléchissions à notre façon d'agir dans le futur. Nous n'avons plus besoin de *coordinations* internationales qui agissent de façon isolée, mais de *coopération* autour de sujets porteurs (...) et ne pas tomber dans le piège des méga projets. Il faut rester dans de petits projets pour développer la vie locale »¹⁶.

Mais, d'un autre côté, des grands projets nationaux, voire internationaux et européens, tel que celui des *Rroms*, présenté précédemment¹⁷, risquent fort de ressembler à de belles déclarations, sans implications concrètes au niveau du développement villageois des populations concernées. Quelle est le rôle spécifique d'OVR dans de tels cas ? La question avait déjà été posée au niveau d'OVR-I en conseil d'administration (Paris, septembre 2006), lorsqu'un questionnaire avait été envoyé par l'Agence nationale pour les Rroms à chaque județ de Roumanie pour permettre leur localisation précise. Cette enquête, organisée avec l'aide de la société civile et des assistants sociaux des mairies, avait soulevé de nombreux problèmes liés à l'ambiguïté même de ce type d'approche. Toutefois, Francisc Giurgiu, comme président d'OVR-RO, s'est proposé pour faire partie de la cellule roumaine de ce programme, financé par le ministère (français) des Affaires étrangères, avec – du côté roumain – la mairie de Slobozia (jud. Ialomița) et le județ de Dolj, aux côtés de Slovaques, de Bulgares et de Français. Le projet est donc d'envergure européenne et amène OVR-RO à travailler avec des pays voisins. Quel ne fut donc pas son désappointement lorsque, en mars 2007, il fit part aux membres d'OVR-I qu'aucun projet Rrom n'avait été déposé au nom d'OVR, alors qu'il y avait 45 000 euros à la clef qui attendaient...¹⁸

On avait même envisagé de choisir le triangle Nendaz (Suisse) / Yzeure (France) / Gherla (Roumanie) comme un terrain d'action, voire de susciter une candidature pour déposer un dossier dans le cadre du projet *Rroms* (projet dont Francisc fait donc effectivement partie). Le dépôt a bel et bien été fait par le « préposé aux relations avec les villes jumelées et à l'intégration européennes » de Gherla. Par contre, c'est une réponse négative qui a été reçue par la mairie de Gherla !

Si la tendance actuelle des coordinations occidentales d'OVR est toujours à la solidarité avec les membres roumains d'OVR, elle n'est cependant pas à la solidarité active entre les mêmes membres occidentaux de l'OVR ! Il y a une certaine contradiction entre la théorie et la pratique. Rappelons le cas de la « carte de solidarité » déjà signalé précédemment, présenté par la coordination

rations de Bucarest « OVR : Special 20 de ani – OVR : Spécial 20^e anniversaire ».

¹⁶ Cf. note 5.

¹⁷ Cf. « La problématique des Rroms abordée en Roumanie. Un symposium international organisé à Bucarest », *Le Réseau*, N° 26, mars 2006, 2-4. D'autres références aux Rroms ont régulièrement été faites dans nos colonnes : cf. *Le Réseau*, N° 28, novembre 2006, 7 ; N° 29, mars 2007, 4 ; N° 31, avril 2008, 14.

¹⁸ Cf. Procès-verbal du Conseil d'administration d'OVR-I, Paris, 24-25 mars 2007, 2 & 5.

OVR-NL du temps où elle faisait encore partie de la structure OVR-I¹⁹. Le but était de renforcer la solidarité, de viser à la complémentarité et à la subsidiarité des membres OVR sur le terrain.

Les coordinations OVR-I ne sont même pas parvenues à s'entendre pour renforcer leur complémentarité sur le terrain, en se communiquant les coordonnées pour savoir « qui était où » et ce que faisait chacun. Là aussi, il y aurait eu des complémentarités à utiliser et des doublons à éviter !... La saga de la « cartographie OVR-I » est un autre exemple très révélateur du manque de partage des synergies possibles et des lacunes en matière d'organisation internationale des membres occidentaux d'OVR. Suite à la demande de la coordination roumaine, des membres d'OVR-CH avaient proposé de faire le recensement des différents partenaires et de les communiquer à chacun, pour renforcer la collaboration et la coordination des projets, au moins similaires, sur le terrain. Une première édition – très incomplète par manque d'informations communiquées – a été remise à chaque coordination nationale/régionale (carte informatisée + tableaux d'ensemble, sur disquette et sur papier), lors de l'Assemblée générale d'OVR-F à Autrans, en octobre 2000, en même temps qu'une présentation méthodologique relative à l'utilisation de la carte « papier » et de la carte « informatisée ». La carte aurait dû être mise sur le site Internet d'OVR-I, pour en permettre une utilisation la plus rationnelle possible. Elle ne le fut jamais²⁰. Et, sauf en Suisse où la carte fut mise sur Internet, limitée aux seuls partenariats suisses, les renseignements ne furent même pas communiqués aux associations locales de chaque coordination ! Que de travail pour bien peu d'efficacité...

Même l'épisode tragique des inondations dans le pays, au printemps et en été 2005, et l'appel lancé par Francisc Giurgiu le 23 août, n'ont pas permis une action concertée des différents membres d'OVR ! Devant l'ampleur du désastre et les nouvelles angoissantes qui parvenaient des régions sinistrées, chaque coordination nationale/régionale lança des appels à ses membres et amis pour répondre aux besoins pressants qui se posaient dans des villages non membres d'OVR et a agi de façon séparée, privilégiant des endroits et des modes d'action différents : OVR-CH dans le *județ* de Bacău, OVR-F dans celui de Vrancea et OVR-NL dans le *județ* de Galați²¹.

¹⁹ Cf. *Le Réseau*, N° 34, avril 2009, 13, note 13.

²⁰ On invoqua l'argument de la protection des données personnelles, ce qui est un argument fallacieux, puisque l'accès aux données peut-être limité aux seuls membres, voire aux seuls responsables des coordinations qui auraient pu, à l'interne, décider de ce qu'on pouvait transmettre ou non aux associations locales. Mais au moins, les responsables avaient les informations ! Cette première version, mise au point par Hubert ROSSEL, fut reprise et complétée par Christiane BÉGUIN, qui mit aussi plusieurs années pour rassembler les informations que quelques coordinations ne lui confiaient qu'au compte-goutte. Si bien que les données toujours actualisées n'étaient jamais actuelles pour l'ensemble des associations présentées. Elle finit par renoncer et donna à chaque coordination nationale/régionale les listes détaillées pour ce qui concernait ses propres membres, dans l'état. Seule, la coordination OVR-RO en a reçu la liste complète, pour des raisons évidentes, au CA d'OVR-I à Mărăreni (jud. Mureș), en avril 2006.

²¹ Voir les différents articles parus à ce propos : Rose-Marie KOCH, « Inondations en Roumanie. OVR solidaire », *Le Réseau*, N° 25, novembre

Par contre, cet épisode a mis en lumière le rôle important que la « société civile » peut jouer dans la prise de conscience effective de l'impact de l'homme sur son milieu. Il a aussi renforcé la présence d'OVR-RO sur le terrain, ainsi que sa crédibilité comme association de proximité en qui ont peut avoir confiance et agit de façon concrète, à la mesure de ses moyens. Francisc Giurgiu a coordonné les différentes actions OVR sur place et, pour ce qui concerne le *județ* de Bacău, en association avec les responsables gouvernementaux. La coordination roumaine a ainsi été reconnue comme organisation d'utilité publique par les autorités du pays. Même s'il ne s'agit pas de développement, mais d'intervention dans l'urgence, c'est la coordination OVR-RO qui a tout centralisé et piloté. Elle a montré à ceux qui en auraient douté qu'elle était capable de gérer et de coordonner. Pour une fois, le centre de gravité s'était déplacé en Roumanie ; dommage que cela se soit concrétisé dans de telles circonstances.

b) Place d'OVR-RO dans quelle OVR-I refondée ?

Une évolution s'était faite, progressivement, sur le rôle que devait jouer la coordination roumaine dans le cadre de la structure internationale et sur la place qu'elle devait occuper au sein de cette dernière. Nous en avons parlé dans la 3^e partie de cette analyse²². Le mouvement se faisait dans le sens d'une décentralisation progressive de la coordination OVR-I vers la Roumanie, avec le renforcement de la coordination OVR-RO.

Lorsqu'en novembre 2005, au cours d'un Conseil d'administration d'OVR-I, un des membres de la coordination roumaine, étonna tout le monde en disant qu'il avait longuement réfléchi à la question et qu'il était persuadé qu'il fallait une « *Stratégie pour OVR-I* ». Et Constantin Mircea d'expliquer l'importance de définir un document qui présente la stratégie d'OVR-RO, d'autant plus que la Roumanie était, à l'époque, dans sa phase d'intégration européenne. « Pourquoi une stratégie ? Parce qu'il faut pouvoir créer des partenariats durables et qu'il faut un cadre de travail pour l'action d'OVR-I. Il faut renforcer au maximum la cohésion des opérations et avoir une conception concertée des activités, pour éviter tout parallélisme et doublet entre partenaires occidentaux en Roumanie. Il faut économiser les moyens et les forces de chacun en luttant contre tout gaspillage. (...) Importance de cette stratégie ? D'un point de vue interne, cette stratégie vise à faire le point sur notre action, à la renforcer et, surtout, à améliorer sa coordination, à réfléchir à un plan d'action pour le futur. Elle pourrait/devoir devenir une plate-forme de mobilisation pour ne pas devoir attendre les événements avant de réagir, et nous permettre de réagir rapidement. Le cas de [l']été [2005 (allusion aux différentes inondations, ndlr) ayant] été symptomatique. D'un point de vue externe, cette stratégie peut nous permettre de nous situer par rapport aux

2005, 7-8 ; Comité OVR-CH, « Une année marquée par les inondations », *Le Réseau*, N° 26, 1 & 12 ; échos de la situation sur le terrain, présentés à l'AG d'OVR-I, à Nendaz (juin 2006) et au Conseil d'administration OVR-I, à Paris (septembre 2006) in : *Le Réseau*, N° 28, novembre 2006, 10, 11-12 ; Pascal PRAZ, & Rose-Marie KOCH, « La vallée de la Trotuş. Deux ans après les inondations », *Le Réseau*, N° 30, novembre 2007, 11-12.

²² Cf. *Le Réseau*, N° 33, décembre 2008, surtout pp. 9-10

autres institutions et à trouver un chemin spécifique dans notre façon d'agir »²³.

En présentant cette politique de stratégie pour OVR, qui s'inspirait de celle qui était imposée, alors, à chaque commune roumaine pour permettre un regroupement des activités par *județ*, Constantin Mircea a pris tout le monde de court. Mais, devant l'importance des sujets abordés, les autres membres d'OVR-I ne purent qu'inviter chaque coordination à réfléchir sur cette plate-forme de mobilisation et d'action. Le sujet ne fut cependant plus abordé par la suite, systématiquement reporté par manque de temps, malgré différentes études menées par quelques membres individuels, et la confusion qui s'installa entre cette politique de stratégie et le Règlement d'Ordre Intérieur (ROI) qui était discuté en parallèle. Le deuil soudain qui nous sépara de Constantin ne réactiva pas cette réflexion juste et pertinente, mais dérangeante aussi, parce qu'elle faisait mouche sur ce qui ne fonctionnait pas (bien) entre les différentes coordinations. On a pu croire pendant longtemps que Constantin était marginalisé parce qu'il n'était pas (bien) compris. Avec le recul – au vu de ce qui s'est passé par la suite –, on peut se demander de plus en plus si ce n'est pas parce qu'on n'a pas voulu comprendre le lien intime qu'il mettait constamment entre OVR-I et OVR-RO, jusqu'à utiliser alternativement l'un et/ou l'autre dans le développement de son explication !

Car une autre réflexion avait été abordée sur la place de la Roumanie dans la coordination OVR-I. Elle visait à créer une structure nouvelle, dont le siège social se serait trouvé en Roumanie et qui aurait repris l'acquis d'OVR-I. Cette réflexion présentant OVR comme une *entité juridique roumaine englobant OVR-I*, était une équation à plusieurs inconnues, puisqu'elle fut présentée, au départ, à l'Assemblée générale d'OVR-RO, à Morăreni, en juin 2006, dans le cadre de l'entrée de la Roumanie dans l'Union européenne, et que la Loi sur l'organisation de la vie associative n'était pas encore prise, pour être formulée de façon « eurocompatible » après l'entrée de la Roumanie dans l'UE.

Parallèlement à cette évolution, se posait la question de la lisibilité d'OVR, de son engagement passé, de son avenir et de la signification à donner à ces trois lettres si emblématiques. La préparation du 20^e anniversaire du mouvement était/aurait pu être l'occasion rêvée pour ce toilettage et pour la redéfinition de *l'esprit* et de *la lettre*. La question, abordée pour la première fois en septembre 2006, à Paris, ne put cependant l'être de façon détendue, car le climat d'OVR-I était déjà perturbé par les dissensions entre différentes coordinations.

Il fallait « refonder » la vision, la structure et la composition d'OVR-I, parce qu'elle n'est plus viable telle qu'elle existe maintenant. Le manque de confiance et les circonstances de blocages systématiques présentées précédemment ont montré que toute collaboration sérieuse était rendue difficile, voire inutile et désespérante, entre la majorité des membres des coordinations occidentales d'OVR (sans parler du fait que la structure actuelle comprend quantité de contradictions dans les Statuts, et en relation avec le ROI). Mais il faut aussi – et surtout – envisager le futur et trouver

une plate-forme d'action qui permette aux uns et aux autres de pouvoir s'exprimer. Toutes ces remarques avaient déjà été exprimées en 2006 ; peuvent-elles encore rester au présent ou faut-il les mettre au conditionnel passé ?

De plus, comme tout le monde était d'accord, à l'époque, pour « que ce soit OVR-Roumanie qui reprenne la tête de la structure internationale, qui coordonne l'ensemble, qui puisse piloter les projets parce qu'ils ont la vue de terrain de la réalité des situations, pourquoi ne pas passer de cette structure " OVR-I – Opération Villages Roumains-International " qui ne satisfait personne à une structure " OVR " tout court, en Roumanie, non pas sous son nom actuel ANCSR (Asociația Națională a Comitetelor și Satelor Românești), mais, par exemple, sous celui de " OVR – Organizația Vieții Rurale " »²⁴.

Lorsque j'ai fait cette proposition en conseil d'administration d'OVR-I, je savais que le sigle « OVR-Opération Villages Roumains » n'est protégé que dans le BENELUX ; il peut donc être repris légalement, avec une autre signification dans un autre contexte, comme par exemple en Roumanie, avec la signification proposée. La défense du sigle est importante, tant en Occident qu'en Roumanie. Et des discussions avec Francisc Giurgiu m'ont toujours renforcé « dans l'importance de la perception d'OVR dans le pays, avec sa signification occidentale et historique du début (Opération Villages Roumains) ou avec la nouvelle appellation roumaine qu'on lui choisirait. Il [faudrait] donc arriver à mettre sur pied une structure de droit roumain qui garde le sigle OVR et qui a en son sein des antennes occidentales qui représentent les coordinations OVR actuelles, qu'elles soient nationales, régionales, voire même extérieures à OVR qui viendraient éventuellement s'y adjoindre ultérieurement, sous des conditions à déterminer, si elles s'engagent dans la défense du monde rural roumain »²⁵.

Des remarques, pertinentes, furent apportées par la suite sur le fait qu'il ne fallait pas restreindre le champ d'extension d'OVR qui, dans les Statuts, ne se limite pas à la Roumanie seulement. Il n'y a effectivement aucune incompatibilité à utiliser le sigle OVR dans d'autres pays, dès lors qu'on met en évidence la notion de défense du monde rural. Et cela n'enlève rien à la dimension historique de la constellation OVR, dont OVR-I est le support, pas plus qu'à la perception que les Roumains ont d'OVR et de son identification à un élément historique de leur passé récent.

Nos partenaires de la coordination roumaine ont toujours été très lucides pour ce qui touche l'implication de la Roumanie dans le processus du développement en Europe centre-orientale. Francisc Giurgiu nous a dit depuis longtemps qu'il voyait pour la Roumanie la possibilité de « renforcer le développement de l'internationalisation des partenariats », par son entrée dans l'Union européenne. « La Roumanie pourrait très bien être un moteur pour faire avancer cette cause, en appliquant à d'autres pays ce qui a été fait en Roumanie seulement, dans le cadre des partenariats. Et OVR

²³ Extraits du procès-verbal du Conseil d'administration d'OVR-I, Montrevel, Ain, (F), 11 novembre 2005, 5.

²⁴ Hubert ROSSEL in : Procès-verbal du Conseil d'administration d'OVR-I, Paris, 9-10 septembre 2006, 4.

²⁵ Cf. note 14.

prendrait effectivement une nouvelle dimension internationale ! »²⁶. La rencontre de Reims, en novembre 2006, fut la première où l'on aborda sérieusement les modalités de la refondation d'OVR : idées, pistes de travail, structure juridique future. Les réunions ultérieures ne firent pas beaucoup avancer la question, si ce n'est pour mettre en évidence « un relatif aveu d'impuissance », un « déficit de fonctionnement » et « un manque de volonté collective »²⁷, ainsi qu'un « désarroi » et un « malaise », relevé par Francisc Giurgiu vis-à-vis de certains de ses collègues de la coordination roumaine, leur manque d'implication étant vraisemblablement dû aux liens de leur association locale respective avec des partenaires occidentaux membres de PVR ou d'OVR-NL²⁸.

2. Les choix qui s'imposent

Devant ces différentes manifestations et les décisions prises par la minorité restante de la coordination qui doit représenter OVR-I et parler en son nom – c'est-à-dire la France (OVR-F) et la Belgique (OVR-CFB/DGB), si on ne tient pas compte de la Roumanie –, trois coordinations ont donc fait le choix de quitter la structure actuelle d'OVR-I (Suisse et Pays-Bas) ou de ne plus y demander son rattachement (PVR, Belgique). Les raisons et les modalités en ont déjà été présentées dans la 3^e partie de cette analyse²⁹. On arrive donc dans une situation assez ubuesque, où trois coordinations sur cinq (la coordination roumaine n'étant toujours pas comptabilisée, pour des raisons évidentes) sortent – ou sont sorties – de la structure actuelle parce qu'elles n'acceptent plus la prise de pouvoir sur l'organisation des débats par les coordinations restantes. Singulière leçon de démocratie que celle où c'est la minorité qui détient le pouvoir et la légitimité de parole. Le droit d'ingérence subit une subtile mutation vers moins de tolérance et plus d'exclusion...³⁰

²⁶ Francisc GIURGIU in : Procès-verbal du Conseil d'administration d'OVR-I, Reims, 10 novembre 2006, 5.

²⁷ In : Procès-verbal du Conseil d'administration d'OVR-I, Paris, 13-14 janvier 2007, 9.

²⁸ Cf. Procès-verbal du Conseil d'administration d'OVR-I, Paris, 24-25 mars 2007, 2.

²⁹ Cf. *Le Réseau*, N° 33, décembre 2008, 16-18.

³⁰ Les deux coordinations occidentales restantes d'OVR-I reprochent à OVR-CH de manquer de distanciation et d'être polémique en réduisant le constat à « un problème de personnes, à un ensemble de manœuvres, etc » (cf. PV du Conseil d'administration, Paris, 13-14 janvier 2007, 7). Mais, alors qu'elles ne prennent pas en compte les raisons invoquées en les remettant dans leurs contextes – et les dénaturent donc ! –, elles refusent que la coordination rétablisse la réalité de ce qu'elle a dit et de ce qu'elle veut faire passer comme idée. La coordination OVR-CFB/DGB nous refuse le droit de réagir sur des idées exprimées à notre rencontre, du fait que nous ne sommes pas présents (après nous être excusés) et demande que, dorénavant, « les PV des CA et des AG soient transmis uniquement aux membres présents ou représentés et qui savent de quoi ils parlent » (E-mail du 23 mars 2007, envoyé tous azimuts aux responsables d'OVR-I). De plus, son président considère cette réaction comme une remise en cause personnelle ! Quant à la coordination OVR-F, elle « approuve parfaitement la réponse qui a été apportée : tout simplement, on ne peut accepter de commentaires de personnes absentes (...), qui plus est, quand celles-ci se sont annoncées démissionnaires de la structure. Laquelle poursuit son activité, malgré sa démission annoncée il y a 2 mois !!! » (Procès-verbal du Conseil d'administration d'OVR-I, Paris, 24-25 mars 2007,

a) Décisions prises par la coordination suisse

Les réactions des coordinations occidentales restant dans OVR-I prouvent, s'il fallait encore s'en convaincre, que la coordination OVR-CH a agi avec bon sens en se retirant non pas d'OVR, mais de la *structure actuelle* d'OVR-I. C'est toujours ce qui a été dit et écrit, même si cela a de la peine à être reconnu comme tel³¹. Ce n'est pas seulement une question de personnes, comme certains se complaisent à vouloir réduire nos motivations ; c'est une question d'état d'esprit qui prévaut dans la structure actuelle d'OVR-I. Nous avons longuement hésité avant de prendre notre décision, car nous savions que cela allait mettre mal à l'aise nos amis roumains, et particulièrement ceux de la coordination OVR-RO. Nous ne revendiquons pas cette situation de clivage ayant « gelé » toute relation constructive entre les membres d'OVR-I et ne nous en sentons pas responsable. Quand tout propos est systématiquement mis en doute, grignotant, dans ce mode d'agir, au fil des débats, la confiance des uns envers les autres, plus rien ne va. Ce n'était plus constructif ; il fallait ouvrir d'autres portes vers un nouveau contexte associatif.

Comme nous l'avons expliqué à nos membres au cours de la dernière Assemblée générale, aucun signe de restructuration ne nous ayant plus été communiqué par OVR-I, « on doit admettre que les coordinations française et belge souhaitent faire cavalier seuls »³². Par contre, nous continuons à maintenir de nombreux échanges, privilégiés et enrichissants, avec la coordination roumaine, pour assurer le suivi des projets en cours et rester informés de la réalité du terrain socioculturel et socioéconomique de la Roumanie. Mais, nous sommes bien conscients aussi que ce qui est difficile avec OVR-RO, c'est que – depuis la disparition tragique de Constantin Mircea – tout le poids de cette structure repose sur trois ou quatre membres actifs... et que Francisc Giurgiu, avec Ionel Covrig pour la Maison OVR, portent le flambeau haut, mais trop souvent seuls. C'est dangereux, nous le savons tous depuis longtemps.

Aujourd'hui, apprenons à parler tout simplement d'OVR en Roumanie. Nous en avons souvent discuté ensemble dans le cadre d'OVR-CH et avec nos partenaires roumains³³. Nous en som-

7). Où se trouve « l'inacceptable » auquel Michel De Backer fait référence dans son e-mail précité ?

³¹ Et non pas « de se retirer de OVR-International », comme il a une nouvelle fois été dit à l'Assemblée générale de Profondeville en juin 2007, en donnant lecture de note lettre à ce propos ! (in : Procès-verbal de l'Assemblée générale de Profondeville (B), 24 juin 2007, 2)

³² OVR-CH, *Rapport d'activité 2008*, présenté à l'AG de Crissier, le 2 mai 2009.

³³ Après l'annonce de notre démission de la *structure actuelle* d'OVR-I, les représentants suisses ont rassuré les membres roumains de la coordination internationale en leur rappelant une nouvelle fois que nous voulons garder « des liens avec la Roumanie et avec la nouvelle structure d'OVR-RO – à créer ! –, qui ne verra plus le règne des querelles de personnes, des diktats et des prises de position biaisées systématiques. Pour éviter toute ambiguïté, nous confirmons une nouvelle fois par écrit ce que nous avons déjà dit à plusieurs reprises lors des dernières réunions de CA d'OVR-I auxquelles nous avons participé (...), à savoir que OVR-RO doit devenir le noyau central dans le nouveau dispositif. Nous l'avons suffisamment expliqué au cours des CA, même si cela n'a pas toujours été bien perçu à l'époque. (...) Nous vous redi-

mes aussi arrivés à la conclusion qu'OVR peut devenir une ONG beaucoup plus active sur le terrain du développement de la vie associative et de la société civile, à la condition que, sur ses valeurs prônées et défendues avec persévérance depuis sa création, elle accepte de travailler dans la continuité et non pas au coup par coup, selon nos idées de projets. Nous serions beaucoup plus efficaces à tenter de trouver des solutions pour réaliser des projets qui nous seraient directement proposés depuis l'intérieur de la Roumanie, par des professionnels expérimentés de ce genre de travail, que de nous creuser les méninges, comme nous l'avons maintes fois fait à OVR-I, afin de trouver le bon projet qui, avant tout, trouverait grâce aux yeux de tous les autres administrateurs, perdant parfois de vue pour cela des réalités et des nécessités roumaines dans leur contexte particulier³⁴.

C'est pourquoi, deux ans après avoir proposé – et obtenu – le retrait d'OVR-CH de la *structure actuelle* d'OVR-I, et ne voyant toujours pas les choses se modifier entre-temps, le Comité suisse a proposé à l'Assemblée générale de Crissier, en mai dernier, de franchir une étape nouvelle : après plusieurs années de soutien ponctuel à OVR-RO, de voter l'*adhésion* d'OVR-CH à OVR-RO. L'*adhésion directe* à OVR en Roumanie permet de renforcer la cohésion entre nos deux coordinations. Etre membre d'OVR-RO, quelle que soit son évolution juridique future dans le contexte roumain encore en mutation, permet de franchir une étape de plus dans la suite logique de notre engagement, en donnant les moyens financiers à la Roumanie de mener à bien des activités propres. Nous sommes persuadés que les projets importants lancés par OVR en Roumanie nécessitent l'implication de tous ; aussi nous espérons que d'autres coordinations nationales, régionales ou des associations locales feront la même démarche et rejoindront les rangs de l'OVR en Roumanie, en répondant à leurs critères d'acceptation.

Le montant des cotisations, fixé par OVR-RO, pour les coordinations qui veulent adhérer est de RON 10.- par membre individuel et de RON 50.- par association. Pour la coordination OVR-CH, cela représente environ 1500.- CHF, soit *grosso modo* les montants versés annuellement pour soutenir le fonctionnement d'OVR-RO. D'un point de vue financier, la situation n'est donc pas bien différente si nous sommes membres d'OVR en Roumanie ou si nous leur versons une participation annuelle. Par contre, le fait d'être membre à part entière de la coordination roumaine d'OVR en Roumanie, permet de renforcer notre coopération et les liens de solidarité qui nous unissent. C'est aussi une façon concrète de déplacer le centre de gravité de l'OVR en Roumanie, thème traité depuis des années en séances OVR-I, sans que la situation évolue dans ce sens³⁵.

sons notre amitié et nous vous reconfirmons notre soutien à la cause de la Roumanie, mais plus dans les structures actuelles d'OVR-I. » (E-mail du 16 mars 2007).

³⁴ Le contenu de ce paragraphe reflète, dans le fond et dans la forme, la synthèse des échanges entre plusieurs membres de la coordination suisse.

³⁵ Dans le même ordre d'idées, il avait été proposé que la présidence tournante bisannuelle de la structure OVR-I soit suspendue après la présidence exercée par la Roumanie de 2005 à 2007, et reste en Roumanie de façon permanente.

La proposition soumise par le Comité suisse de voter l'*adhésion* d'OVR-CH à OVR-RO a été acceptée à l'unanimité des membres présents, moins quatre abstentions. Suite à la décision prise par l'Assemblée suisse, la demande a donc été transmise à la coordination roumaine d'OVR, dont le nom officiel en Roumanie est *Asociația Națională a Comitetelor și Satelor Românești* (ANCSR), Association nationale des Comités et Villages Roumains.

b) Evolution actuelle d'OVR hors de la structure OVR-I

Notre but n'est pas de créer un réseau parallèle ! Notre idée et notre désir sont même de ne pas créer un réseau parallèle, ce qui ne ferait que rajouter des difficultés à notre partenaire roumain, qui doit déjà se sentir « assis entre deux chaises » depuis bien longtemps ! Raison pour laquelle nous avons fait le choix d'adhérer directement à leur propre association et de participer à leur évolution interne, de voir les problèmes, les interrogations, les inquiétudes de l'intérieur, *avec eux*, et de pouvoir partager leurs prises de décision, après avoir réfléchi aux différents choix possibles *avec eux*.

Mais, pour éviter de tomber dans ce travers, il faut harmoniser nos démarches avec celles des deux autres coordinations OVR non membres de la structure actuelle d'OVR-I. Comment ont-elles réagi, face aux décisions prises par OVR-CH ?

L'association PVR (Partenariat Villages Roumains) a profité d'un concours de circonstances pour proposer, en Belgique, une rencontre entre nos coordinations non membres d'OVR-I et OVR-RO. Au début du mois d'avril 2009, tous les membres de la mouvance « Opération Villages Roumains » ont été invités par l'Ambassadeur de Roumanie en Belgique à une rencontre festive – organisée avec la collaboration du Bureau européen de l'Union nationale des Conseils départementaux de Roumanie (UNCJR) – à l'occasion du 20^e anniversaire de l'activité de l'OVR. Les Comités des coordinations OVR-CH, OVR-NL, OVR-RO et PVR étant déjà sur place, une rencontre multilatérale fut organisée à Colfontaine³⁶.

Cette réunion internationale permit à Francisc Giurgiu de faire le point sur l'association OVR-RO et de rappeler les priorités essentielles aux yeux des membres de la coordination roumaine, ainsi que les projets qui leur tiennent à cœur dans les circonstances actuelles du fonctionnement d'OVR-I. Parmi ceux-ci on trouve celui de la Maison OVR, en négociation depuis plusieurs années, et la question de la structure de la coordination roumaine, encore juridiquement indéfinie à cause de la mise en place de la nouvelle législation roumaine.

Au cours de cette rencontre, les membres du Conseil d'administration de PVR – étant présents au complet – décidèrent d'adhérer à l'ensemble de la démarche évoquée et de proposer à leurs membres, lors de la prochaine Assemblée générale, de demander aussi leur adhésion à la coordination roumaine, tout comme la Suisse.

En effet, lorsqu'on aborda cette « *problématique de l'adhésion des coordinations à OVR-RO, Francisc [Giurgiu] marqua son accord sur cette possibilité. De plus, ces adhésions provoqueraient une reconnaissance européenne d'OVR-RO, dans le contexte actuel et, suite à l'adhésion de la Roumanie à l'Union européenne,*

³⁶ Cf. *Le Réseau*, N° 34, avril 2009, 4.

cela lui paraît très important, l'association roumaine passant ainsi du niveau national au niveau international. (...) Le souhait des associations occidentales présentes est de faire partie d'OVR-RO, en tant que membre, ce qui aurait pour conséquence de donner une visibilité internationale à OVR-RO. (...) OVR-RO a prévu dans ses statuts l'adhésion d'associations étrangères. Rien ne s'oppose donc aux adhésions. (...) [D'ailleurs,] le CA d'OVR-RO était composé anciennement de Roumains et d'étrangers. Les démissions successives des membres étrangers [ayant] été compensées par la nomination de membres roumains représentant les différentes régions du pays »³⁷.

La coordination OVR-CH envisage aussi de proposer son aide pour l'organisation d'une prochaine rencontre OVR en Roumanie. Cela permettrait à OVR-RO d'avoir conjointement une Assemblée générale qui leur apporterait une réponse aux différentes demandes d'adhésion et de définir un contrat de collaboration entre les associations et les coordinations participant à la rénovation de la Maison OVR. « Et, afin de donner à la Maison OVR un des rôles de sa création, nous pourrions proposer la création d'une commission internationale chargée de s'occuper de la récupération des archives OVR auprès de nos associations, afin que cette mine d'or d'informations ne se perde pas »³⁸. Cette commission permettrait aussi de donner un sens à ceux qui ont arrêté toute activité de partenariat en binôme, pour quelque raison que ce soit et qui pourraient ainsi se réactiver. Elle pourrait aussi donner une activité spécifique dans ce domaine à OVR-RO en collaboration avec PVR, une grande partie des archives de la première heure se trouvant à Mons, au Mundaneum. De plus, le président d'OVR-RO est très intéressé à participer activement à cette recherche d'archives. N'oublions pas que Francisc Giurgiu est engagé dans OVR-RO depuis 19 ans et que peu de gens connaissent mieux que lui le contexte des actions passées de toutes les coordinations nationales OVR. Une visite de Francisc Giurgiu (OVR-RO) et de Pierre Lebacqz (PVR) à cette institution, pour un premier contact avec la responsable des archives, leur montra que ces dernières étaient d'un intérêt remarquable. Vu le nombre de dossiers, le travail de sélection prendra du temps, mais la richesse des documents justifie ce travail et une collaboration peut être envisagée avec les services du Mundaneum.

Tout au long de nos échanges, il est apparu clairement à l'esprit de chacun que « le problème de la réalisation des projets en Roumanie est lié intimement à la présence d'une personne sur place ayant la connaissance du terrain, les compétences requises pour l'élaboration, la mise en chantier et la finalisation de ceux-ci. Cette personne doit avoir une connaissance des lois locales et des directives européennes. Le coût pour la rémunération d'une telle personne en salaire et toutes taxes comprises, avec les frais de fonctionnement prévus, représente environ 2 500 RON par mois. Qui pourrait avoir le profil d'une telle charge ? Il apparaît clairement que Francisc serait la personne recherchée. Celui-ci réserve sa réponse. Il est pourtant évident que lui seul connaît le réseau

³⁷ In : Rapport de la réunion du 4 avril 2009 à Colfontaine, PVR, 4.

³⁸ In : E-mail envoyé par Christiane BÉGUIN aux membres du Comité OVR-CH, le 12 mai 2009.

OVR, pour l'avoir pratiqué pendant vingt ans, qu'il a une formation juridique, que son réseau de connaissance du terrain est impressionnant, qu'il serait juste que la fonction lui revienne, par reconnaissance du travail accompli pendant vingt années »³⁹.

La délégation d'OVR-NL, présente à Bruxelles à l'invitation de l'ambassadeur de Roumanie, s'excusa pour la rencontre multilatérale qui suivit. Son absence fut d'autant plus regrettée que cela faisait longtemps que la coordination néerlandaise n'avait plus donné signe de vie, suite au lamentable et tragique épisode de Nendaz, présenté dans la 3^e partie de l'analyse⁴⁰. Les seuls contacts ont été ceux qui ont lié les coordinations suisse et néerlandaise autour du projet du Musée de l'Eglise saxonne d'Axente Sever/Frauentodorf.

Pendant que Ton van Rijen, responsable du projet, et Gabi van Rijen-Teodorescu, secrétaire d'OVR-NL, étaient en Roumanie pour l'inauguration tant attendue de l'église fortifiée restaurée et du Musée des Saxons de Transylvanie, ils ont reçu une sommation du président d'OVR-NL et une procédure de renvoi fut entamée contre Gabi van Rijen-Teodorescu et Herman den Dulk (trésorier d'OVR-NL). De sérieuses divergences de vue ont éclaté dans le Conseil d'administration d'OVR-NL, relatives à la gestion et à la confection du bulletin *Roemenië magazine*⁴¹.

Le Comité d'OVR-CH a été informé de cette situation nouvelle par une lettre envoyée par les deux personnes exclues de leur Conseil d'administration, en date du 20 juin 2009. « Ce n'est pas sans amertume que Gabi van Rijen et Herman den Dulk doivent vous annoncer qu'ils ne sont plus membres d'OVR-NL. En tant que Secrétaire et Trésorier respectivement, ils n'ont pas pu être d'accord avec les [conditions de transfert] concernant le *Roemenië magazine* vers l'organisation qui devait le reprendre sans un document signé par les deux parties, comme le président d'OVR-NL le voulait, le dictait, l'ordonnait. Suite à ce fait, le Président a fait usage de ses pouvoirs pour "virer" la Secrétaire et le Trésorier. Il faut mentionner ici que le Président d'OVR-NL est en même temps le Vice-président de l'autre organisation en question. Par conséquent, rien ne l'empêche plus de faire comme il veut, car le Conseil [d'administration] d'OVR-NL est maintenant formé par deux personnes : un président et un secrétaire-trésorier »⁴².

Sans entrer en matière sur les tenants et aboutissants de cette affaire interne à la coordination néerlandaise, on constate néanmoins que l'on se trouve – une nouvelle fois – devant un coup de force et ce qui ressemble fort à un abus de pouvoir, au dire mêmes

³⁹ In : Rapport de la réunion du 4 avril 2009 à Colfontaine, PVR, 8.

⁴⁰ Cf. *Le Réseau*, N° 33, décembre 2008, 15-16.

⁴¹ Communication personnelle faite par Ton van Rijen dans son e-mail du 17 mai 2009. Ben Jager, le président d'OVR-NL, a voulu que le bulletin *Roemenië magazine* passe aux mains d'un autre groupe Dutch Romanian Network (DRN), dont il est également le vice-président. Comme Gabi van Rijen, qui en assurait seule la confection, et Herman den Dulk refusaient les conditions « incorrectes » de ce transfert, ils ont été « démissionnés » par le président à la « double casquette » [ndlr : les termes entre guillemets sont de Ton van Rijen].

⁴² Communication officielle faite au Comité OVR-CH par e-mail, 20 juin 2009 (texte rédigé en français).

des personnes concernées. On peut surtout se demander ce que représente encore la coordination OVR-NL, qui elle représente et si – et en quoi – elle est toujours représentative de l'esprit OVR, alors que les seules personnes qui assuraient le lien avec la coordination internationale étaient justement Gabi van Rijen-Teodorescu, Ton van Rijen et, plus rarement, Herman den Dulk – qui ne font plus partie de l'association !

Par une triste ironie du sort, ces membres de la coordination OVR-NL se sont une première fois vu refuser le droit à l'expression de leur point de vue au niveau international, lors de l'Assemblée générale d'OVR-I à Nendaz, en juin 2006, et ils se la voient refuser une seconde fois, à l'intérieur même de leur propre Conseil d'administration, en mai 2009, soit trois ans plus tard... Où est l'esprit d'ouverture et de tolérance qui prévalait naguère dans l'association OVR ?

Il est vraiment urgent que les membres et les responsables des différentes coordinations OVR se ressaisissent tant qu'il en est encore temps, tant que l'« esprit OVR » signifie encore quelque chose et tant que nos amis roumains s'y reconnaissent encore ! Ce ne sont pas les projets qui manquent, encore moins les besoins du monde rural, priorité de l'OVR.

Et rien ne devrait changer dans l'attitude qu'OVR devrait avoir par rapport à cette population rurale. Le choix des différents domaines d'engagement pourraient rester les mêmes aussi, en acceptant – bien entendu ! – de les élargir en fonction des demandes et des nécessités ; mais c'est la façon de les (faire) financer qui doit, évidemment, changer, depuis l'entrée de la Roumanie dans l'Union européenne. OVR devrait toujours garder ce rôle de « niche » et de subsidiarité dans son implication vis-à-vis du monde sociétal actuel : primauté au monde rural, puisqu'il est largement dominant et défavorisé !

Mais l'ONG atypique des débuts, – OVR = Organisation des Villages Roumains –, est-elle prête à franchir le pas et à s'élargir en lui donnant le sens de OVR = Organizația Vieții Rurale – selon le désir de ses membres roumains –, sans renier sa spécificité des relations personnelles privilégiées ? Saura-t-elle le faire en gardant son unité de réseau, et non en se fractionnant et en agissant comme des coordinations autonomes, mettant en évidence des « ego » et des priorités nationales/listes, et en niant – par le fait-même – cette réalité même de réseau à laquelle elles se réfèrent constamment ?

Il ne suffit pas de se référer aux manifestations du 20^e anniversaire d'OVR à Bucarest et de se gargariser d'une reconnaissance officielle des autorités roumaines, encore faut-il faire des choix et prendre des directions qui ne vont pas en sens contraire, surtout si on s'y réfère⁴³ ! Il faut aussi – et surtout – que les décisions prises dans les différentes coordinations de la « nébuleuse » OVR ne se

fassent pas de façon isolée, sans tenir compte de l'avis des autres, et encore moins contre les intérêts de la coordination roumaine elle-même et des priorités que ses membres veulent défendre et faire passer !... Cela peut paraître une évidence ?... Cela ne peut qu'être ou devenir une évidence⁴⁴ !...

Hubert ROSSEL

Compléments et correctifs

Nous voudrions apporter deux précisions concernant des informations publiées dans le dernier numéro du Réseau, toutes deux relatives au tourisme en Roumanie :

- Page 11, le prénom de M. Marchal n'est pas Henri mais Roger.
- Page 12, la note 9 – faisant rapidement allusion au cas de Vama – peut donner l'impression de remettre en cause le travail de vérification des informations contenues dans le *Guide du réseau OVR « Rețea Turistică »* ; ce qui n'est, bien sûr, pas le cas. En se basant sur les différents "Erratum" et "Mise au point" qui ont été publiés régulièrement pour communiquer les mises à jour à tout le monde, il faut effectivement attendre la mise au point du 26 mars 2007 pour signaler à chacun de ne plus passer par la mairie, mais par le nouveau président de l'association, Gheorghe Boca, soit toujours par Cocuta Simionescu, le responsable touristique. Toutefois, sans entrer en matière sur la question de fond, ni dissuader les gens de passer par le président de l'association de l'époque, qui était aussi maire, la première édition du guide (2002) conseillait déjà de contacter le responsable touristique « *qui sera de bon conseil pour vous faciliter le séjour. C'est une personne de confiance, elle parle le français* ». Dans la partie *Humeur* de chaque fiche, le guide signalait aussi, dès sa première édition – mais la chose était plus claire encore dans la deuxième (2005) – que si Vama « *possède tout pour accueillir les touristes au mieux, malheureusement c'est aussi le seul village du réseau dans lequel il y a eu une scission et où on ne sait plus très bien qui...est qui ? Certaines maisons avec enseigne Rețea Turistică, n'en font peut être plus partie...Oh, vous serez bien reçu partout, mais c'est un peu chacun pour soi!. Alors si vous tenez à l'esprit du réseau, demandez conseil à Cocuta Simionescu dont le GSM est indiqué dans "accueil". Mais finalement, peu importe, les monastères sont tellement beaux !* »

Ce 2^e complément a été ajouté à la demande de Martine Bovon-Dumoulin, responsable du guide OVR, qui n'avait pas à entrer, elle-même, dans cette délicate question, après avoir signalé la chose aux responsables français de l'association, dès la première édition du guide.

⁴³ La coordination OVR-CFB/DGB (qui assure actuellement la présidence tournante d'OVR-I) a refusé de nous transmettre une photo de la décoration reçue à Bucarest, demandée pour la faire figurer dans le numéro du Réseau « OVR : Spécial 20^e anniversaire », qui sera largement diffusé dans le pays. Bel auto-goal pour OVR pour avoir raté l'occasion de faire connaître la chose en Roumanie même. Et nouvel exemple de l'esprit sectaire qui prévaut encore chez certains membres de l'OVR.

⁴⁴ Voir, à ce propos, le message envoyé en ccc (copie conforme cachée) par les responsables de la coordination OVR-CFB/DGB, en relation avec le choix pris lors de leur Assemblée générale du 24 juin dernier de déposer le sigle OVR au niveau européen avec la signification de « Organisation des Villages en Réseau ». Après quelle consultation des membres restants d'OVR-I ? De quel réseau parle-t-on, en fait ?

Intertravel

Nouveau

Liaison avec TAROM depuis Zürich - Bucarest - Zürich
à partir de CHF 215.-- aller/retour, TTC
Vol le lundi/mercredi/vendredi et dimanche et depuis le
25OCT09 tous les jours sauf samedi

Voyage en Roumanie prévu en 2010 dans le Delta du Danube,
voir l'information de l'OVR

Un petit rappel sur nos activités dans le monde entier

- ✓ Assurance de voyage pour vous-même et vos invités
- ✓ Billets d'avion Suisse - Etranger ou vice versa et vols Charter
- ✓ Croisières dans le monde entier (aussi Cargo, Voilier, etc.)
- ✓ Ferry
- ✓ Location d'Hôtels, Voitures, 4X4, Mobilhomes et Motos
- ✓ Vacances balnéaires et Last Minute
- ✓ Voyages en train
- ✓ Voyages individuels ou en Mini-Groupe (max. 6 pax)

Pour plus de renseignements ou concernant les agences que nous représentons, consultez notre site "www.intertravel.org" ou prenez contact avec nous sans aucun engagement ni frais

Intertravel, Pfleger & Cie, Rue du Chemin-de-Fer 38, CH-1958 Uvrier
Tél. +41(0)27 323 49 40, fax +41(0)27 323 49 41

<http://www.intertravel.org>
e-mail, intertravel@netplus.ch
IATA NO. 96-2 9325 6

